

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Ouvrages publiés par les chercheurs, Soutenance de thèse, Prix de thèse, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 25\)](#)

Moyen-Orient, Sommet de l'OTAN, Décarbonisation, Gains relatifs

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 27\)](#)



[À VENIR \(p. 30\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

Au cours de ces trois derniers mois, l'IRSEM a connu maints changements dans son équipe.

ARRIVÉES

CHERCHEURS



Docteure en science politique, relations internationales de l'Université Paris-Panthéon-Assas, la capitaine **Béatrice HAINAUT** a rejoint l'IRSEM en septembre 2022, en tant que chercheuse sur les questions spatiales. Ses travaux de thèse ont porté sur l'émergence et la promotion des normes de comportement relatives à la sécurité des activités spatiales. La capitaine Hainaut a occupé, au sein de l'armée de l'air et de l'espace, plusieurs postes en lien avec le spatial militaire. D'abord au Centre de recherche de l'armée de l'air (CREA) puis au Centre opérationnel de surveillance militaire des objets spatiaux (COSMOS), puis à l'état-major de l'armée de l'air (Bureau

Stratégie) et enfin au commandement de l'espace. Ses travaux actuels portent sur l'établissement de normes de comportement dans l'espace mais aussi sur l'ensemble des développements contemporains touchant au secteur spatial.



Dr Céline MARANGÉ, chercheuse Russie, est loin d'être une inconnue à l'IRSEM où elle occupait le même poste de 2014 à 2020. Spécialiste des relations internationales, elle mène des recherches sur la politique étrangère et de défense de la Russie et de l'Ukraine, les élites politiques et militaires russes, les stratégies russes d'influence et de dissuasion et les enjeux de sécurité et les conflits dans l'espace post-soviétique, en particulier la guerre en Ukraine. Docteur en science politique (Institut d'études politiques de Paris), elle a été Fox International Fellow à l'Université de Yale au sein du Macmillan Center for International and Area Studies et post-doctorante à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne au sein du Centre de recherche en histoire des Slaves dont elle reste membre. Elle a enseigné à Columbia, à Harvard, à l'INALCO et à Sciences Po. Diplômée de l'INALCO, elle est aussi traductrice du russe. Membre du comité éditorial de la plateforme francophone [Le Rubicon](#), dédiée aux

questions de défense et de sécurité, elle appartient aussi au comité de rédaction de trois revues académiques : *Histoire politique* éditée par le Centre d'histoire de Sciences Po ; *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, affilié au CERCEC de l'EHESS ; et l'*Annuaire français de Relations internationales* qui est publié par le Centre Thucydide de l'Université Paris-Panthéon-Assas et pour lequel elle codirige la rubrique « Russie et espaces post-soviétiques ».

CHERCHEURS INVITÉS



Dr Anne-Marie BRADY est une universitaire bien connue spécialisée dans la politique chinoise, la politique polaire, la politique du Pacifique et la politique étrangère néo-zélandaise. Elle est professeur de science politique à l'Université de Canterbury en Nouvelle-Zélande et rédactrice en chef fondatrice du *Polar Journal*, qui publie des recherches

multidisciplinaires sur les questions de gouvernance et de politique dans la région polaire. Le Dr Brady a publié de nombreux articles universitaires et douze livres, dont *China's Thought Management* (2012), *China as a Polar Great Power* (2017) et *Small States and the Changing Global Order: New Zealand Faces the Future* (2019). Son article « Magic Weapons: CCP Political Influence Activities Under Xi Jinping » a déclenché un débat public en Nouvelle-Zélande et à l'étranger. En tant que chercheuse engagée dans la recherche dans l'intérêt public, elle a écrit des articles d'opinion pour le *Washington Post*, le *New York Times*, *The Guardian* et le *Financial Times*.



Yevgen KURMASHOV, né à Kiev et âgé de 39 ans, est un analyste politique ukrainien, à la fois expert et chercheur. Il a travaillé pendant plus de dix ans pour l'une des institutions d'expertise ukrainiennes les plus connues, l'Institut Gorshenin, en tant que directeur des programmes politiques. Il publie régulièrement des articles sur

la politique intérieure ukrainienne et les relations internationales dans les médias ukrainiens et internationaux. Il a cosigné des dizaines d'enquêtes sociologiques, de rapports et de recherches menés par l'Institut Gorshenin entre 2008 et 2022. M. Kurmashov est également directeur exécutif du National Expert Forum (NEF), une des principales plateformes de discussion en Ukraine. Dédié aux questions de sécurité nationale,

d'économie et de politique internationale, le forum NEF a eu lieu annuellement, à Kiev ou à Odessa, entre 2013 et 2019 ; il permettait à des représentants officiels ukrainiens et européens, à des politiciens et des diplomates, ainsi qu'à des experts et des dirigeants d'ONG et d'organisations internationales d'interagir pour rechercher un terrain d'entente sur des questions clés de l'Ukraine contemporaine. Les activités de M. Kurmashov en Ukraine ont été temporairement suspendues depuis février 2022 en raison de la guerre. Récipiendaire d'un financement du programme PAUSE à l'Université Paris-Panthéon-Assas dont l'IRSEM est partenaire, il est actuellement chercheur invité à l'IRSEM et contribue par ailleurs aux travaux de recherche sur l'Ukraine initiés par l'Agence nationale de la recherche.

COMMUNICATION



Marco BARROUX, diplômé d'un master en événementiel sportif (Université Paris 10 Nanterre), a travaillé un an en tant que régisseur événementiel. Il a fait ses premières armes à l'IRSEM en tant que CAJ de mai à juin 2022. Depuis début septembre, il a la charge d'organiser les événements de l'institut en travaillant conjointement avec

l'équipe communication.

DÉPARTS

L'IRSEM souhaite une bonne continuation à Marianne Péron-Doise, chercheuse en sécurité maritime, qui poursuit sa collaboration avec l'IRIS notamment ; Emmanuel Dreyfus, chercheur Russie, devenu diplomate au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ; Pierre Haroche, chercheur en sécurité européenne, qui a obtenu un poste de *Lecturer* en Sécurité internationale à Queen Mary University of London ; Anne-Laure Mahé, chercheuse Afrique de l'Est, qui a rejoint la London School of Economics, et Thibault Delamare, postdoctorant, embauché à l'Assemblée nationale.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique n° 43 – 4 juillet.

« [Dialogue Shangri-La 2022 – L'Indo-Pacifique pris au piège de la rivalité États-Unis/Chine](#) », par Marianne PÉRON-DOISE, 2 p.

Le dernier Dialogue Shangri-La a été marqué par l'affirmation de visions irréconciliables de l'ordre régional et global entre les États-Unis et la Chine laissant peu d'espace à d'autres lectures. Au-delà de l'Indo-Pacifique, les échanges ont révélé la polarisation du système international avec l'irruption de la guerre en Ukraine au cœur des débats suivant une intervention à distance du président Zelenski, symbole d'un monde en crise.



Note de recherche n° 130 – 31 août.

« [Les parlementaires et la politique de défense : des médiateurs plus que des censeurs ?](#) », par Julien FRAGNON, 12 p.

Cette note de recherche interroge le rôle du Parlement dans la politique de défense. Partant du double constat d'un déficit historique des assemblées dans le contrôle des affaires militaires et d'une demande politique accrue pour cette question (vague d'attentats en France, polémiques sur les exportations d'armement, guerre en Ukraine), la note vise à examiner les marges de manœuvre des parlementaires à partir d'une observation participante de plusieurs années. Elle s'intéresse pour cela à l'action des parlementaires en matière de contrôle des exportations d'armement. L'observation montre ainsi des parlementaires soucieux d'investir leurs compétences constitutionnelles en matière d'évaluation mais dans un rôle de médiation plus que de contrôle dans la fabrique de la politique publique de défense.



Étude n° 96 – 31 août.

« [La singularité du métier militaire : persistances et nouveautés – Pourquoi défendre un modèle de singularité ?](#) », par Clément SORBETS, 86 p.

La singularité du métier militaire a fait l'objet d'un regain d'intérêt notable à la fin des années 2010 au sein du minis-

tère des Armées. Il peut s'expliquer par un sentiment de fragilisation des attributs qui composent cette singularité. À ce titre, la question du caractère indiscutable, justifié et immuable de la singularité du métier militaire peut se poser. La réponse mérite d'être nuancée. En effet, la singularité du métier militaire est particulièrement défendue aujourd'hui ; elle constitue d'ailleurs une nécessité, en ce qu'elle est dictée par la spécificité des missions des armées, telle la capacité confiée au militaire de pouvoir donner la mort sur ordre ou l'acceptation de la recevoir. Celle-ci serait d'ailleurs la spécificité mère. Toutefois, divers phénomènes contemporains et évolutions, intérieurs et extérieurs aux armées, tendraient à relativiser cette spécificité. Par ailleurs, en se projetant dans le temps, il peut être soutenu que, quel que soit le visage des métiers militaires du futur, ils demeureront singuliers parfois par nature, mais toujours par destination. Les autorités ministérielles et le commandement devront rester vigilants et agir pour éviter tout risque de banalisation compte tenu des multiples défis auxquels devront faire face les armées de demain.



Strategic Brief No. 44 – 1^{er} septembre.

« [What made the Ukrainian resistance possible](#) », by Yevgen KURMASHOV, 2 p.

The Ukrainians have demonstrated their eagerness to win on the battlefield and to preserve their established political nation. Understanding the impossibility of forcing Russia to retreat by military means alone,

Ukraine is fighting for its freedom and its right to exist at all levels – military, political, social, public. This war is primarily a clash of values.



Brève 45 – 13 septembre.

« [Vers une réforme des forces de sécurité en Colombie ?](#) », par Camille BOUTRON, 2 p.

L'élection de Gustavo Petro à la présidence de la Colombie en juin dernier soulève des enjeux de taille dans un pays marqué par un demi-siècle de guerre civile. Parmi ceux-ci, la réforme de la force publique, régulièrement objet de controverses en raison de son rôle ambigu dans le conflit armé. La nouvelle composition des instances dirigeantes des forces armées et de police illustre une volonté de rupture et de transformation des rapports entre monde civil et monde militaire en Colombie.



Étude n° 97 – 16 septembre.

« [La Russie au Mali : une présence bicéphale](#) », par Maxime AUDINET et Emmanuel DREYFUS, 88 p.

Jusqu'à une période récente, les relations entre le Mali et la Russie prenaient principalement la forme d'une coopération de défense, relancée au début des années 2000 sur les fondements de liens bâtis avec l'Union soviétique. Elles ont toutefois connu un nouvel essor depuis les deux coups d'État de 2020 et 2021 et les négociations entamées par les autorités maliennes avec l'organisation paramilitaire Wagner. L'arrivée fin 2021 de ce groupe de mercenaires russes au Mali apparaît aujourd'hui comme l'un des marqueurs les plus emblématiques du réengagement amorcé ces dernières années par Moscou en Afrique subsaharienne. Elle s'inscrit en outre dans un contexte d'isolement régional et international de Bamako et, à l'échelle globale, de dégradation toujours plus profonde des relations entre la Russie et les pays occidentaux à la suite de l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022.

Le Mali offre en cela un terrain privilégié pour observer les particularités et les mutations de l'action internationale de la Russie en Afrique. Cette étude met en évidence la nature bicéphale de cette présence, en analysant l'action des acteurs russes officiels et non étatiques dans trois domaines : celui de la « coopération militaro-technique » ; celui des échanges économiques ; et celui de l'influence informationnelle, incarnée par un dispositif destiné à accompagner et légitimer cette présence. Ses auteurs s'intéressent en particulier aux interactions et à la combinaison entre ces deux sphères, tout en mettant l'accent sur le réseau et les pratiques constitutifs de la galaxie Prigojine, du nom du sponsor du groupe Wagner et acteur clef de la politique africaine de la Russie.



Étude n° 98 – 19 septembre.

« [Comprendre le Moyen-Orient par la donnée – Technologies numériques et acquisition de la connaissance dans la région Afrique du Nord / Moyen-Orient](#) », par COL Olivier PASSOT, 96 p.

Les technologies liées au recueil et au traitement de la donnée ouvrent des perspectives considérables au regard de la connaissance et du renseignement, y compris dans un environnement peu perméable. Peuvent-elles permettre de décrypter plus facilement

la région Afrique du Nord / Moyen-Orient (ANMO), souvent considérée comme compliquée dans l'imaginaire occidental ?

Cet espace présente une exposition contrastée à la donnée : d'un côté, la collecte est limitée par de multiples barrières (contrôle politique et social, insécurité, codes culturels) ; de l'autre, les individus sont de plus en plus exposés à la surveillance numérique en raison d'une régulation encore faible tandis que les comportements se digitalisent très vite. De fait, des acteurs publics et privés toujours plus nombreux collectent et analysent des *data* pour informer, investiguer et tracer, transformant le terrain de la connaissance en un espace concurrentiel. Si ces technologies offrent des opportunités à certains gouvernements de la région ANMO, dans l'exercice de missions régaliennes, elles représentent d'importants défis pour la majorité d'entre eux. L'acquisition des compétences, le contrôle des données et de la souveraineté nécessiteront des investissements très importants. Les États qui n'y parviendront pas risquent d'être concurrencés par les nouveaux acteurs de la donnée.



Report No. 79 – Translation.

« [The TPNW enters into force – A turning point for the campaign to ban nuclear weapons?](#) », by Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 70 p. [Traduction de l'étude 79 parue en mai 2021.]

By entering into force on January 22, 2021, did the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (TPNW) ban nuclear weapons? From a legal perspective, the scope of the treaty does not reach beyond its members, all of whom already committed years ago not to acquire nuclear weapons, through the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT). Yet, the international campaign led by a group of players, the most visible undoubtedly being the International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN), asserts that nuclear weapons are "outlawed". In particular, ICAN builds on this development to legitimize its action and chart a course that is no doubt necessary to secure its future and improve the image of the TPNW. At the same time, this NGO is driving a strategy to delegitimize nuclear weapons and stigmatize a number of States among those that have chosen to base their security on nuclear deterrence. This study aims to examine the challenges inherent in implementing the TPNW and the mechanisms involved in its use by ICAN.



Report No. 93 – Translation.

« [Japan's nuclear latency – A dual-use diplomatic lever?](#) », by Timothy ALBESSARD, 128 p. [Traduction de l'étude 93 parue en mai 2022.]

In spite of various legal, political and technical obstacles to a potential Japanese nuclear proliferation, Japan retains latent nuclear capabilities owing to the dual nature of its plutonium reprocessing policy and its space program. Such capabilities, along with statements by prominent Japanese political figures and Japan's frequent doubts about U.S. extended deterrence, support the hypothesis of a hedging policy whereby Tokyo would retain the means to ultimately build its own deterrence capacity, ready to take over should the alliance with the United States fail in the face of growing pressure from China and North Korea.

Although the absence of a military nuclear program and of political decisions taken in this respect prevents us from talking about a real “nuclear hedging” strategy on the part of Japan, we may nevertheless consider that, in the face of regional crises and tensions, Tokyo politically instrumentalizes this state of affairs (“Japan retains latent nuclear capabilities”) in order to push the United States to strengthen its security guarantees while drawing an implicit red line for Beijing and Pyongyang, by recalling Japan's proliferation potential.

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Dans le viseur #43 – 1^{er} juillet.

« [2013, les commandos marine entrent au Mali](#) », avec l'ancien premier maître MATT et Alexandre JUBELIN, 26 mn. Pour le premier épisode d'une série avec Matt, ancien premier maître dans les commandos marine et auteur de *Objectif forces spéciales* (éditions Pierre de Taillac), celui-ci se remémore les premiers temps de ses actions au Mali dans le cadre de l'opération Serval.



Épisode 163 – 5 juillet.

« [Les armes hypersoniques, des outils révolutionnaires ?](#) », avec David PAPPALARDO et Alexandre JUBELIN, 1 h 33.

David Pappalardo, colonel dans l'armée de l'air et de l'espace, est l'auteur d'un article, « Hypersonique : entre rhétorique et réalité », *Vortex*, n° 3, juin 2022.

- 3:45 Définir l'hypersonique.
- 10:45 Les usages et fonctions des projectiles hypersoniques.
- 30:45 Le Kinzhal et les dangers du techno-folklore.
- 35:30 Les planeurs hypersoniques.
- 42:00 Les super-statoréacteurs.
- 55:00 Les objets hypersoniques hybrides.
- 1:06:30 Quelles défenses face à l'hypersonique ?
- 1:20:00 Les dangers de l'hypersonique sur la stabilité stratégique.



Dans le bunker #49 – 8 juillet.

« [La bataille du lac Changjin](#) » (2021) de Chen KAIGE, Tsui HARK et Dante LAM, par Pierre HASKI, 42 mn.

Pierre Haski est chroniqueur géopolitique au Sept Neuf de France Inter.

La bataille du lac Changjin, qui relate une défaite américaine de la guerre de Corée, est l'un des films les plus remarquables de tous les temps ; il est pourtant presque inconnu en Occident.



Épisode 164 – 12 juillet.

« [Apprendre de la guerre d'Ukraine pour innover : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #6](#) », avec Emmanuel CHIVA et Alexandre JUBELIN, 1 h 09.

Emmanuel Chiva est le directeur de l'Agence innovation défense du ministère des Armées.

- 0:00 Organisation de la fin d'année.
- 4:00 Une guerre moderne ?
- 9:30 L'adaptation française face à ce type de guerre.
- 15:00 Principales innovations de la guerre d'Ukraine : les drones.
- 34:30 Les systèmes d'information et de commandement.
- 40:00 Les manipulations de l'information.
- 48:00 Échecs et ratés.
- 52:00 Comment retrouver de la masse à coûts réduits.
- 1:00:00 Les évolutions de l'écosystème de défense face à la guerre.



Épisode 165 – 19 juillet.

« [Le modèle français des opérations spéciales](#) », avec le général de division TOUJOUSE et Alexandre JUBELIN, 57 mn.

Le général de division Toujouse est GCOS (général commandant les opérations spéciales).

- 1:00 Définition des opérations spéciales.
- 5:30 Une carrière dans les forces spéciales.
- 10:00 La recomposition à la sortie à la guerre froide.
- 13:15 Forces spéciales et « forces normales ».
- 24:30 Les forces spéciales françaises et les autres.
- 32:00 Les différentes vies du COS et son évolution sur 30 ans.
- 45:00 La guerre d'Ukraine et les opérations spéciales.



Épisode 166 – 6 septembre.

« [La chute de Kaboul, un an après](#) », avec David MARTINON et Alexandre JUBELIN, 1 h 32.

David Martinon est ambassadeur de France en Afghanistan et auteur des *Quinze jours qui ont fait basculer Kaboul* (Éditions de l'Observatoire, 2022).

- 4:30 Bagage et arrivée en Afghanistan.
- 22:00 L'Afghanistan comme terre de guérilla maoïste.
- 27:30 Réussites et impasses de la présence militaire française en Afghanistan.
- 36:00 Les négociations américaines à partir de 2018.
- 41:30 Le quotidien d'un ambassadeur à Kaboul.
- 46:45 L'originalité de la position française.

- 56:00 Le discours taliban et la conquête.
- 1:03:00 La chute de Kaboul et les talibans.
- 1:19:00 Le travail d'un ambassadeur loin de son poste.



Dans le viseur #44 – 9 septembre.

« [Ravitailer une compagnie](#) », avec le lieutenant-colonel BERTRAND, de l'École de Guerre-Terre, 31 mn.

Cet épisode a été enregistré il y a plusieurs mois, bien avant l'invasion russe de l'Ukraine, d'où certains euphémismes sur les relations avec la Russie.



Épisode 167 – 13 septembre.

« [La pensée stratégique russe et la guerre en Ukraine](#) », avec Vincent TOURET et Alexandre JUBELIN, 1 h 29.

Vincent Turret est chargé de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

- 2:00 La contre-offensive ukrainienne en cours.
- 24:00 L'émergence d'une culture stratégique russe propre, et ses institutions.
- 38:50 Les grands piliers de cette pensée stratégique.
- 50:00 L'art opératif russe.
- 59:00 L'évolution de la stratégie russe avec la chute de l'URSS.
- 1:07:30 Le modèle russe dans la guerre d'Ukraine.
- 1:24:00 Les conséquences de long terme pour la stratégie russe.



Dans le bunker #50 – 16 septembre.

« [Argo](#) » (2012) de Ben AFFLECK, par Étienne DIGNAT, 32 mn.

Pour le retour des épisodes de « Dans le bunker », Alexandre Jubelin revient avec Étienne Dignat, docteur en théorie politique et spécialiste des questions d'otages, sur ce film à la véracité problématique, relatant l'histoire d'une exfiltration d'otages américains d'Iran, récompensé par l'oscar du meilleur film en 2012.



Épisode 168 (1/2) – 20 septembre.

« [Fraternités d'armes](#) », avec Jean MICHELIN et Alexandre JUBELIN, 1 h 04.

Jean Michelin, lieutenant-colonel dans l'armée de terre, est l'auteur de *Ceux qui restent* (éditions Héloïse d'Ormesson, août 2022).

- 5:00 Le choix de la fiction.
- 19:00 Le processus d'écriture.

28:15 Fraternités d'armes et silences.
38:15 Chefs et subordonnés.
49:30 Armée et discriminations.
59:00 Militaires et écriture.



Épisode 168 (2/2) – 21 septembre.

« [Fraternités d'armes](#) » (2), avec Jean MICHELIN et Alexandre JUBELIN, 21 mn.

Deuxième partie de l'épisode avec Jean Michelin sur son roman *Ceux qui restent* (Héloïse d'Ormesson). L'auteur entre dans certains des ressorts narratifs du livre pour les auditeurs qui l'ont lu.



Épisode 169 – 27 septembre.

« [Japon, l'armée dans l'ombre](#) », avec Marjorie VANBAELINGHEM et Alexandre JUBELIN, 1 h 08.

Marjorie Vanbaelinghem, directrice adjointe de l'IRSEM, est l'auteur de la note de recherche 127, « [Les Japonais et leurs forces d'autodéfense aujourd'hui](#) ».

3:00 Les Japonais et la culture guerrière.
9:30 Le retournement de l'après-guerre et la constitution pacifiste.
16:15 Les évolutions du pacifisme japonais.
31:00 Les forces armées japonaises, leur volume et leurs capacités.
40:30 Les grandes priorités stratégiques pour le Japon.
52:00 Le Japon face à la pression chinoise sur Taïwan.
59:30 Perspectives pour la défense japonaise.



Épisode 170 – 30 septembre.

« [Nordstream et la bataille du gaz : Les armes à l'épreuve de la guerre d'Ukraine #7](#) », avec Sami RAMDANI et Alexandre JUBELIN, 29 mn.

Sami Ramdani est doctorant en géographie à Paris 8 et doctorant associé à l'IRSEM. Sa thèse porte sur la géopolitique des projets Nordstream.

Nouvel épisode de la série du « Collimateur » consacrée aux différentes facettes du conflit en Ukraine, en lien avec l'actualité du sabotage du gazoduc #Nordstream.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et irsem.fr.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



Revue Défense nationale, « [AUKUS, un an après](#) », sous la direction de Marianne PÉRON-DOISE et Benoît de TRÉGLODÉ, n° 852, juillet 2022.

Depuis 2016, la *Revue Défense nationale* (RDN) confie à l'IRSEM son numéro d'été. Cette année, il rassemble un ensemble de contributions de chercheurs français et étrangers consacrées

au partenariat de sécurité AUKUS, un an après. Pour autant, ce n'est ni un état des lieux fastidieux ni un bilan. L'objectif essentiel de l'accord étant la construction d'au moins 8 sous-marins à propulsion nucléaire, l'horizon reste assez lointain : les spécialistes s'accordent pour évoquer la livraison d'une première unité vers 2030. Ce travail vise à rassembler différentes réflexions qui permettent de contextualiser et de replacer quelques-unes des conséquences stratégiques les plus évidentes de l'AUKUS dans une perspective de court ou long terme. Il pose au final la question des évolutions et des possibles transitions que la signature de cet accord a directement ou indirectement amenées dans son sillage. Or, le « temps stratégique » est une variable fluctuante selon l'angle adopté. Il peut se contracter sous l'emprise d'une « surprise stratégique », comme ce fut sans nul doute le cas pour la France lors de l'annonce brutale de l'AUKUS le 15 septembre 2021. Il peut aussi s'accélérer comme le montrent le déclenchement de la guerre en Ukraine et l'ajustement rapide et calibré des initiatives décidées par les États-Unis, l'Union européenne et l'ensemble des pays occidentaux.



Cahiers français, « [L'armée dans la société](#) », n° 428, juillet 2022.

La revue *Cahiers français* aborde les grands sujets qui nourrissent le débat public. Illustrés par des infographies et de nombreuses photographies, ses articles courts et ses fiches pratiques permettent de mieux comprendre les questions de

société, d'économie et de politique.

L'armée est l'une des grandes institutions de la République. Sa place en France a cependant connu d'importants changements depuis la fin de la guerre froide et la disparition de la conscription en 1997. La multiplication des opérations extérieures, sans lien direct avec la défense

d'intérêts vitaux, a changé la nature des représentations. L'armée s'est transformée pour faire face à d'autres formes de menaces : cybercriminalité, attentats, crise sanitaire... Elle a également évolué dans son recrutement et le déroulement de carrière en s'adaptant doucement aux nouvelles générations. Avec un taux de féminisation de 16,3 % en 2020, la France se positionne au 4^e rang des armées les plus féminisées dans le monde. L'armée garde un rôle social et économique de poids, tant sur le plan de l'emploi et de la vitalité des territoires qu'en ce qui concerne les missions de service public.

Ce numéro des *Cahiers français*, en collaboration avec l'IRSEM, réunit les meilleures spécialistes de la question et se propose de saisir ses nombreuses transformations, de comprendre l'évolution de ses missions et de ses moyens d'action comme de ses effectifs.



Louise MATZ et Camille TROTOUX (dir.), *Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial*, La Documentation française, juillet 2022.

Cet ouvrage collectif regroupe les actes du colloque organisé à l'École militaire le 20 octobre 2021, ainsi que des contributions extérieures.

Intitulée *Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial*, et coorganisée par le Centre d'études stratégiques aérospatiales (CESA) et par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), cette initiative a été l'occasion pour chercheurs et praticiens de questionner les spécificités d'une éthique propre aux aviateurs dans la troisième dimension et dans l'espace. Cet objectif scientifique s'est articulé autour de quatre grands thèmes de réflexion structurants de l'armée de l'air et de l'espace (AAE) : l'éthique dans l'usage de la force et de la proportionnalité, dans la guerre à distance, dans l'automatisation, puis celle propre au domaine spatial. Alors que l'éthique guide la légitimité de l'action, du commandement et même la raison d'être du militaire, l'ensemble des lois et des normes auxquelles elle répond évolue en permanence. Les progrès techniques récents et l'accélération du tempo des opérations en redessinent-ils les contours pour les aviateurs ? L'espace, milieu de rupture et nouveau théâtre de conflictualités entre puissances, revêt également des enjeux stratégiques futurs d'exercice de la force. La création du Comité d'éthique de la défense en janvier 2020 par Mme Florence Parly, ministre des Armées, atteste de cet élan de réflexion autour de l'éthique des forces armées, de leur institutionnalisation et de leur encadrement juridique.

Cet ouvrage collectif ancre la réflexion de l'armée de l'air et de l'espace dans ces débats de société actuels et s'inscrit dans la continuité de cette pensée stratégique, pour anticiper les conflits de demain.



Collectif, *Le goût de l'Europe*, textes choisis et présentés par Pierre HAROCHE, Mercure de France, coll. « Le Petit Mercure », septembre 2022, 144 p.

« Je crois que nous sommes nous-mêmes le reflet de l'Europe, la prolongation de l'Europe et que nous pouvons être un miroir, possiblement magnifique, de l'Europe, étant donné que l'Europe oublie en général qu'elle est l'Europe », écrivait l'Argentin Jorge Luis Borges en 1985, dans un texte resté inédit en français, et qui résonne étonnamment aujourd'hui.

Ce sont les écrivains qui, avant les politiques et les administrateurs, ont fait l'Europe en l'invoquant. Ils l'ont faite à travers leur vision, leur sensibilité, leur goût. L'Europe est une entité qui ne se réduit pas à la somme de ses parties, mais les englobe. Des mythes antiques aux problématiques contemporaines, balade sur un continent incertain en compagnie de Hésiode, Ovide, Victor Hugo, Fédor Dostoïevski, Thomas Mann, Stefan Zweig, Henry James, Albert Cohen, Aurélien Bellanger, Orhan Pamuk, Laurent Gaudé et bien d'autres.



Adrien ESTÈVE, *Guerre et écologie – L'environnement et le climat dans les politiques de défense (France et États-Unis)*, PUF, septembre 2022, 280 p.

Alors que la question écologique gagne en importance dans le débat public, et que le dérèglement climatique est amené à impacter durablement les équilibres mondiaux, cet ouvrage s'intéresse à la prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques dans un secteur jusque-là peu étudié dans la littérature sur le sujet : le secteur de la défense. Pourtant, depuis plusieurs années, les responsables civils et militaires des organisations de défense multiplient les déclarations favorables à une meilleure prise en compte de ces questions par les forces armées, et à une meilleure compréhension des aspects sécuritaires des bouleversements écologiques globaux et de la transition énergétique. Ces prises de position peuvent surprendre compte tenu des dénonciations répétées de l'empreinte écologique des activités militaires et des conséquences environnementales des

conflits armés, portées entre autres par les mouvements écologistes. Cet ouvrage montre comment les questions environnementales et climatiques ont été problématisées au sein du secteur de la défense, à partir des cas de la France et des États-Unis.

SOUTENANCE DE THÈSE

« Mobiliser au sein des Nations unies : le cas de l'interdiction des armes nucléaires », de **Tiphaine de Champchesnel**, sous la direction de **Jean-Vincent Holeindre**, 1^{er} juillet 2022.



[Tiphaine de Champchesnel](#), chercheuse à l'IRSEM sur les questions de maîtrise des armements, a soutenu sa thèse le 1^{er} juillet 2022. Le jury était composé des professeurs [Jean-Vincent Holeindre](#) (Université Paris-Panthéon-Assas), Sylvie Ollitrault (directrice de recherche CNRS – École des hautes études en santé publique), Frédéric Ramel (Institut d'études politiques de Paris), Delphine Placidi-Frot (Université Paris-Saclay).

La thèse intitulée « Mobiliser au sein des Nations unies : le cas de l'interdiction des armes nucléaires » utilise le cadre de la sociologie des mobilisations pour analyser la genèse du traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

L'ouverture de la négociation du TIAN en 2017 fait suite à une initiative sur les « conséquences humanitaires de l'arme nucléaire » (CHAN) qui s'est développée dans les enceintes

onusiennes mais également à travers des conférences internationales. Le choix d'analyser le processus observé en termes de mobilisation, bien qu'il soit en grande partie diplomatique, se justifie d'une part, en raison du caractère essentiel de cette dynamique de mobilisation pour porter le sujet du TIAN à l'agenda formel de l'ONU et, d'autre part, compte tenu de l'implication, aux côtés des États, de plusieurs catégories d'acteurs non étatiques.

Considérant l'apport du tournant cognitif pour la sociologie des mouvements sociaux, l'auteure a utilisé le cadrage « humanitaire » en tant que variable indépendante, tout en intégrant d'autres facteurs d'explication de la réussite de la mobilisation. La première partie de la thèse est consacrée aux conditions de l'émergence de l'initiative sur les CHAN. La seconde établit une corrélation entre la progression de la mobilisation et l'évolution de la diffusion du cadrage humanitaire, tout en constatant l'importance des efforts de mise à l'agenda formel du sujet de l'interdiction.

PRIX DE THÈSE

Julia Maspero, ancienne allocataire de l'IRSEM, a obtenu – ex aequo avec un autre candidat – le prix de thèse d'histoire des relations internationales Jean-Baptiste Duroselle 2022. Elle a soutenu sa thèse intitulée « L'administration des personnes déplacées dans les zones françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche : une politique de la France en contexte de guerre froide (1945-1951) », sous la direction de Catherine Gousseff, le 9 décembre 2021 à l'EHESS.

ÉVÉNEMENTS

5 juillet : Rencontre avec le député écologiste finlandais Atte HARJANNE.



Le 5 juillet, l'IRSEM a reçu le député écologiste finlandais Atte Harjanne, invité dans le cadre du programme « Personnalités d'avenir » du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Les échanges avec les chercheurs présents et la directrice adjointe [Marjorie Vanbaelingshem](#) ont porté sur des sujets très variés, de la guerre en Ukraine et l'adhésion de la Finlande à l'OTAN à la crise énergétique en passant par la question du nucléaire en Europe.

6 juillet : Conférence « Computerized intelligence & the Second Age of SIGINT », avec John FERRIS.



Le 6 juin 2022, le domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » a organisé une conférence zoom intitulée « Computerized intelligence & the Second Age of SIGINT » autour de John Ferris. John Ferris, professeur d'histoire à l'université de Calgary au Canada, est historien militaire et spécialiste du renseignement électromagnétique (SIGINT en anglais). Il est notamment l'auteur de l'histoire autori-

sée du service de renseignement technique britannique, le Government Communications Headquarters (GCHQ).

La présentation de John Ferris s'est organisée en deux grandes parties. La première consistait en une présentation des spécificités du renseignement électromagnétique, depuis son apparition à l'aube de la Première Guerre mondiale jusqu'à son utilisation pendant la guerre froide. L'intervenant a notamment rappelé les deux grands principes du SIGINT que sont l'interception des communications elles-mêmes et l'analyse du trafic (*traffic analysis*). L'apparition des communications radio au cours du premier conflit mondial a constitué un tournant majeur dans la conduite des hostilités et plus spécifiquement dans l'importance accordée au renseignement dans la décision militaire. Le second conflit mondial a également constitué un moment majeur de l'histoire du SIGINT avec l'interception des communications allemandes de la machine Enigma et l'émergence des États-Unis comme puissance de collecte de renseignement électromagnétique au côté des Britanniques.

La seconde partie de la conférence portait sur la transformation apportée par l'émergence d'internet et des communications digitales. Ce que John Ferris nomme le deuxième âge du SIGINT ne constitue pas une révolution par rapport aux modalités antérieures de fonctionnement de ce capteur de renseignement. En revanche, il en modifie profondément les modalités d'exploitation et les significations techniques, éthiques et législatives. Le principe de la commutation par paquet dans le fonctionnement d'internet est en effet celui d'une masse de données divisée en paquets afin de transiter le plus rapidement possible au point de destination pour être reconstitué. Ce principe de fonctionnement transforme la nature du SIGINT car il fait fi des frontières, ce qui signifie que l'interception de communication n'est plus limitée, comme auparavant, à une zone géographique précise. Ce fonctionnement implique une dilution de la frontière entre communications domestiques et communications internationales et une massification des données à exploiter.

Cette conférence a permis de réunir une trentaine de participants et s'inscrit dans une démarche d'internationalisation des travaux de recherche en matière de renseignement au sein du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides ». L'objectif de cette conférence et des futures conférences de ce type est de permettre d'engager un dialogue entre les études de renseignement en France et celles produites dans la communauté académique internationale.

Clément RENAULT
Docteur associé

11-13 juillet : Conférence « The Future of Security Cooperation in Sahel », organisée par le George C. Marshall European Center for Security Studies, en partenariat avec l'IHEDN et l'IRSEM.



La conférence « The Future of Security Cooperation in the Sahel » est une initiative commune du centre de recherche germano-américain George C. Marshall European Center for Security Studies (GCMC), de l'IRSEM, et de l'Institut des hautes études de Défense nationale (IHEDN). Du 11 au 13 juillet 2022, la conférence a réuni une quarantaine d'officiers militaires, de professionnels de défense, d'experts et de chercheurs spécialistes des questions de coopération sécuritaire et de défense au Sahel. Les participants étaient en majorité de pays européens (République tchèque, Estonie, France, Allemagne, Italie, Lituanie, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède) ainsi que des États-Unis, du Niger et du Nigeria.

L'objet de cette conférence était d'analyser, à travers des panels en plénière ainsi que des travaux de groupe, les résultats de cette coopération au Sahel ces dernières années et les défis nouveaux auxquels celle-ci fait face. Organisée au format *Chatham House*, elle a permis à des acteurs de la défense et diplomatiques français de présenter et dialoguer sur la reconfiguration de la stratégie française au Sahel dans le contexte géopolitique actuel avec des officiers et professionnels de la défense/sécurité européens. Des experts ont analysé les défis pour cette coopération de défense/sécurité de ces dix dernières années, ainsi que les menaces et vulnérabilités sécuritaires actuelles. Un panel en plénière ainsi que des séminaires en groupe ont été consacrés à la progression de la puissance russe en Afrique. Enfin, sur le même format, des experts ont présenté des pistes pour reconfigurer en profondeur l'approche des pays du Nord au Sahel. Enfin, le dernier jour, des séminaires en groupe ainsi qu'une séance en plénière ont permis de rassembler les points essentiels et de réfléchir à des recommandations.

Tandis que certaines de ces réflexions et recommandations devraient faire l'objet d'une publication commune, les débats ont souligné que le Sahel et la coopération sécuritaire sont à un point d'inflexion majeur. Dans un contexte actuel d'augmentation de la violence et du nombre de victimes civiles, les économies de la violence au Sahel reflètent des renégociations profondes des ordres sociaux. Les interventions des différents participants ont montré qu'il existe une diversité de perspectives sur la façon de répondre à ces défis, en s'interrogeant notamment sur la nature de la temporalité actuelle de la crise au Sahel, ainsi que sur les situations différenciées selon les pays sur des questions telles que le dialogue entre gouvernements et insurgés. Déterminer jusqu'où les politiques de coopération de défense/sécurité devraient réagir ou être définies en fonction des comportements d'acteurs externes émergents nécessite aussi des réflexions approfondies, en particulier avec le cas russe.

Les participants ont notamment souligné la nécessité de repenser la portée des interventions, de changer nos manières de mesurer nos actions pour répondre aux besoins des populations sahéniennes et non simplement des élites, d'une certaine modestie dans les objectifs assignés, mais aussi de poser des questions difficiles sur les raisons pour lesquelles les acteurs internationaux coopèrent en matière de sécurité au Sahel. La tension entre l'indéniable nécessité de s'adapter aux besoins et intérêts des acteurs sahéniens sans renoncer à nos principes et valeurs est réelle. Il est indispensable de bâtir un nouveau narratif des objectifs des pays du Nord au Sahel pour qu'il soit compris et accepté par les États et leurs populations.

Maxime RICARD
Chercheur Afrique de l'Ouest

11 juillet : Signature d'une lettre d'intention entre l'AILCT (Côte d'Ivoire) et l'IRSEM.



Le 11 juillet 2022, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, et le général Joseph Allah Kouamé, directeur de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT), en Côte d'Ivoire, ont signé une lettre d'intention. L'IRSEM et l'Institut de recherche stratégique de l'AILCT établiront des liens universitaires et scientifiques dans les domaines d'intérêt commun à travers notamment des publications et événements, ainsi que des échanges de chercheurs.

12 juillet : Séminaire de recherche, avec Thomas CALVO.

Impacts de l'insécurité perçue et vécue :
Cohésion sociale et préférence pour la démocratie
en temps de conflits

Thomas Calvo

Le 12 juillet dernier, lors du séminaire de recherche mensuel de l'IRSEM, [Thomas Calvo](#), chercheur en économie des conflits et économie de la défense au sein du domaine « Armement et économie de défense », a présenté son programme de recherche au travers notamment de deux projets qu'il co-écrit autour des impacts du conflit malien. Docteur spécialisé en microéconomie appliquée, en économie du développement, Thomas Calvo a d'abord contextualisé sa recherche autour des questionnements méthodologiques et analytiques qui l'animent. Il interroge, d'une part, au travers de plusieurs collaborations internationales la mesure des phénomènes dits sensibles dont

ceux de violence dans les enquêtes auprès des ménages. Pour cela, il mobilise différents modes d'administration d'enquête et interroge l'existence des biais de réponse dans les enquêtes à l'aide de protocoles randomisés. Il analyse, d'autre part, les conséquences économiques et institutionnelles des crises dans les pays à revenu intermédiaire ou faible, au travers non seulement de l'expérience mais aussi de la perception des violences, notamment du sentiment de peur qui en découle. Particulièrement, au Mali, il étudie les impacts du conflit armé sur les relations interpersonnelles et les préférences institutionnelles par le biais d'analyses statistiques (économétriques) rigoureuses. Il mobilise pour cela des données d'enquête originales et de première main, représentatives au niveau sous-national, qu'il combine à des données d'événements géocodées collectées par le projet *Armed Conflict Location and Event Data* (ACLED). Cette dernière base recense tous les événements violents rapportés dans les médias depuis 1997. S'en est suivie une discussion menée par le directeur de domaine « Armement et économie de défense », [Benôit Rademacher](#). Ensuite, Thomas a échangé sous la forme de séries de questions-réponses avec la direction et les chercheurs de l'IRSEM.

Thomas CALVO
Chercheur Économie de défense

12 juillet : Visite d'une délégation de l'ASAN (Corée).



Le 12 juillet, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), directeur de l'IRSEM, et Marianne Péron-Doise, chercheuse Sécurité maritime, ont reçu la visite de GO Myong Hyun, Senior Fellow à l'ASAN Institute, et WOO Jung-Yeop du Sejong Institute (Corée).

22 juillet : Signature d'une lettre d'intention avec l'IDSA (Inde).



Le 22 juillet, à New Delhi, l'IRSEM et le Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses (MP-IDSA) ont signé une lettre d'intention établissant une coopération entre leurs champs de recherche. Cette initiative permettra de rapprocher encore davantage les réflexions stratégiques françaises et indiennes.

6 septembre : Réunion de rentrée.



La traditionnelle réunion de rentrée, réunissant l'ensemble du personnel de l'IRSEM, s'est tenue le 6 septembre 2022, dans l'amphithéâtre des Vallières.

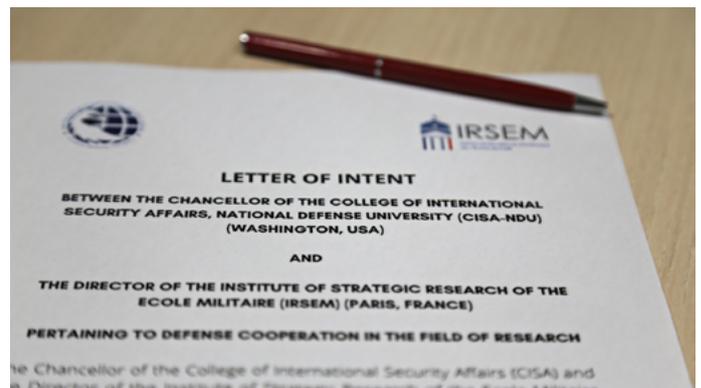
9 septembre : Séminaire Jeunes Chercheurs hors-les-murs.



Le 9 septembre a eu lieu la journée de rentrée des doctorants et post-doctorants de l'IRSEM à la maison de Jean Monnet à Bazoches-sur-Guyonne (Yvelines). Après le discours d'ouverture du directeur scientifique [Jean-Vincent Holeindre](#) et une visite de la maison, un premier séminaire a tourné autour du rôle croissant de la dimension européenne dans les études stratégiques ([Pierre Haroche](#)), et un second a été l'occasion de présenter les possibilités de financements européens destinés aux jeunes chercheurs (Philippe Perchoc).

Pierre HAROCHE
Chercheur Sécurité européenne

13 septembre : Signature d'une lettre d'intention entre l'IRSEM et le College of International Security Affairs (CISA) de la National Defense University (NDU), États-Unis.



Le 13 septembre, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et le College of International Security Affairs (CISA) de la National Defense University (NDU) à Washington DC, ont signé une lettre d'intention. Cet accord vise à renforcer la coopération déjà existante entre les deux

instituts en établissant des liens universitaires et scientifiques dans les domaines d'intérêt commun à travers des publications, événements, ou encore des échanges de chercheurs. En plus de contribuer à la recherche stratégique, le CISA a pour mission d'instruire et de préparer les professionnels civils et militaires de la sécurité nationale et les futurs dirigeants des États-Unis et des pays partenaires aux défis stratégiques de l'environnement de sécurité contemporain.

26 septembre : Journée d'étude des doctorants « De l'irrégularité à la haute intensité : quelle conflictualité après la guerre en Ukraine ? », IRSEM/SHD.



Le 26 septembre s'est tenue à l'École militaire une journée d'étude ayant pour thème « De l'irrégularité à la haute intensité : quelle conflictualité après la guerre en Ukraine ? » et à laquelle s'était inscrite une centaine de personnes. Cette journée d'étude, organisée par Marie Durrieu, Félix Enault et Jérónimo Barbin – trois jeunes doctorants associés à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) – avait pour ambition d'interroger l'idée d'une rupture stratégique à la suite de l'invasion militaire russe en Ukraine sur fond de retrait des forces occidentales d'Afghanistan et du Mali.

De nombreux doctorants et jeunes chercheurs, issus de divers centres de recherche, étaient réunis le lundi 26 septembre à l'École militaire dans l'objectif de proposer de nouvelles pistes de réflexion sur les bouleversements stratégiques contemporains. Après la présentation de la journée d'étude par les trois organisateurs de l'événement, la rencontre s'est ouverte sur un mot d'introduction de [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM, qui a renouvelé son attachement à ce cadre d'expression académique et au travail des jeunes chercheurs dans le domaine de la recherche stratégique.

Le premier panel, intitulé « Le retour à la haute intensité – une rupture stratégique ? », a été composé de quatre

interventions très diversifiées, avec des intervenants issus des sciences politiques, des études juridiques ainsi que de la recherche historique. Dans une première intervention, Gésine Weber (Kings Collège London/German Marshall Fund Paris) a proposé une réflexion comparative sur les approches françaises, allemandes et britanniques face aux évolutions de la conflictualité. Elle a été suivie d'une analyse par Benoît Grémare (IESD – Université de Lyon) du cadre juridique entourant la menace de l'utilisation de l'arme atomique. Par la suite, Yaodia Senou-Dumartin (Université de Bordeaux) a entrepris d'étudier le cadre constitutionnel du recours à la force militaire, les entreprises legalistes issues de cette conflictualité et les éléments de langage relatifs aux engagements de la Russie dans cette guerre qui ne porte pas son nom. En clôture du panel, Jean-Pierre Netter (Sorbonne Université) a entrepris d'analyser le conflit ukrainien au moyen d'outils comparatifs nés de l'étude de la guerre du Péloponnèse et d'isoler des concepts stratégiques capables de contribuer à la construction de modèles explicatifs de cette conflictualité protéiforme. Ces quatre communications ont ensuite été discutées par Philippe Gros (Fondation pour la recherche stratégique), ouvrant ainsi le débat à la salle durant plus d'une heure d'échange.

L'après-midi s'est ouvert sur le second panel avec l'intervention de Félix Enault (Sorbonne Université) qui a entrepris l'étude de la stratégie hybride de Philippe V et les opérations irrégulières en Égée à la fin du III^e siècle, afin d'évaluer les modalités d'intégration d'éléments irréguliers à des stratégies combinées durant la Haute Époque hellénistique. Ensuite, Camille Haye (Panthéon Sorbonne) s'est intéressée au cas du Mali et de la catégorisation des aspects de la conflictualité confrontés aux pratiques réelles de la guerre. Enfin, en clôture de ce panel, Samantha Marro-Bernadou (Université de Bordeaux) a développé une réflexion sur le *lawfare* et son intégration aux conflits comme élément de langage politique. À la suite d'une discussion amorcée par Walter Bruyère-Ostells (Sciences Po Aix – SHD), la salle a pu débattre de ces présentations.

Cette journée d'étude s'est clôturée par un discours du directeur adjoint du CICDE (Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations des armées françaises), l'ingénieur général de deuxième classe Yan Breuille. Après une brève présentation du travail doctrinal du CICDE, l'ingénieur général a fait part du retour d'expérience du CICDE sur la guerre en Ukraine et de son impact sur les travaux doctrinaux français, mais également sur les possibles conséquences pour la défense française.

Marie DURRIEU, Jérónimo BARBIN, Félix ENAULT
Doctorants

27 septembre : Séminaire « Conflits et économie de défense », avec Jade GUIBERTEAU.



Une nouvelle session du séminaire « Conflits et économie de défense », organisé par [Thomas Calvo](#), s'est tenue le mardi 27 septembre à l'IRSEM. Jade Guiberteau, de la Chaire économie de défense – IHEDN, présentait un travail co-écrit avec Josselin Droff et Julien Malizard, intitulé « Les données sur les exportations françaises d'armement : racontent-elles la même histoire ? ». Ce travail confronte deux sources de données des exportations d'armement de la France, celles recensées par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), d'une part, et celles issues des rapports au Parlement sur les exportations d'armement de la France, d'autre part. Il existe en effet des différences notables entre ces deux sources dans la construction et l'inclusion des échanges internationaux d'armes de la France avec les pays étrangers. Dans un premier temps, les auteurs précisent les différentes définitions, seuils et périmètres d'inclusion des exportations, unités de mesure et zones géographiques concernées par ces deux sources. Dans un second temps, ils présentent comment ces différences impactent l'analyse des déterminants des exportations d'armement de la France et donc potentiellement celles de nombreux autres pays. L'article montre ainsi que ces différentes sources de données disponibles ont vocation à être utilisées pour traiter des problématiques relativement différentes.

Ce travail a été ensuite discuté par Lucie Béraud-Sudreau (SIPRI) et Thomas Calvo, puis a donné lieu à de nombreux échanges entre l'auditoire, l'intervenante et les auteurs.

Thomas CALVO
Chercheur Économie de défense

27 septembre : Séminaire de recherche, avec Amélie ZIMA.



Le 27 septembre, le séminaire de recherche de l'IRSEM a porté sur une présentation d'[Amélie Zima](#), intitulée : « Apports et limites de la dissuasion multilatérale conventionnelle : le cas de la présence avancée renforcée de l'OTAN (eFP) ». La discussion a été assurée par Julien Pomarède, maître de conférences à l'Université de Liège et spécialiste de l'OTAN (dernier ouvrage paru : *La fabrique de l'OTAN : Contre-terrorisme et organisation transnationale de la violence*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2020).

La présence avancée renforcée a été créée à l'occasion du sommet de Varsovie en 2016. Son lancement fait suite à l'annexion illégale de la Crimée par la Russie et au déclenchement de la guerre dans la région ukrainienne du Donbass. Composée de quatre bataillons multinationaux d'environ 1 000 hommes, dirigés par quatre nations-cadres (Allemagne, Canada, États-Unis et Grande-Bretagne), cette force est déployée dans les pays baltes et en Pologne et a pour but de prévenir toute agression russe contre les membres de l'OTAN.

La présentation d'Amélie Zima visait à interroger les limites et les apports de la dissuasion conventionnelle en prenant l'eFP comme étude de cas. La création de l'eFP a résulté des limites de la posture de défense de l'OTAN sur le flanc Est, qui se sont révélées plus criantes après l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. Pour renforcer le flanc Est, l'OTAN et ses pays membres ont fait le choix de la dissuasion multilatérale. Cette option renforce la légitimité de l'eFP en associant le plus grand nombre de nations possibles tout en facilitant le processus de décision, et la potentielle activation de l'article 5, la clause de sécurité collective de l'OTAN, puisque si une attaque devait toucher un bataillon de l'eFP, de nombreuses nations seront concernées et pas uniquement les pays du flanc oriental.

De fait, le multilatéralisme assure la crédibilité politique et affirme l'unité de l'OTAN. Cependant le multilatéralisme n'est pas forcément le cadre d'action le plus adéquat pour une activité de défense. Si certains pays participants estiment que cela affecte l'efficacité des troupes et que le multilatéralisme est plus adapté aux missions de maintien de la paix, d'autres jugent que l'eFP permet de renforcer l'interopérabilité des troupes des pays membres. De plus, le caractère multinational est maîtrisé par le fait que les nations-cadres, qui dirigent les bataillons, sont les mêmes depuis le lancement de l'activité, ce qui crée une stabilité. En outre, le caractère multinational encourage aussi la socialisation des troupes qui s'opère par le biais des entraînements mais aussi de compétitions sportives. Pour les nations participantes, l'eFP est considérée comme une activité pertinente à plus d'un titre car elle est l'une des rares au sein de l'OTAN qui permet de travailler la réactivité ainsi que de tester de nouvelles procédures et des matériels. Pour les soldats non familiers de l'environnement des pays baltes et de la Pologne, l'eFP est aussi un moyen de s'acclimater à un environnement géographique et climatique différent. Enfin, l'eFP est une activité évolutive, ce qui est intrinsèque aux activités de dissuasion afin de maintenir leur crédibilité, dont la conclusion n'est pas envisagée. D'une part, la hausse des tensions sur le flanc Est, à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, a conduit à un renforcement du nombre de troupes sur le flanc oriental. D'autre part, le stationnement de troupes a créé un réseau de liens complexes et profitables entre nations-hôtes et nations-cadres, ce qui complexifiera la conclusion de l'activité et l'éventuel retrait des troupes. La conclusion de l'activité soulèvera aussi la question de la présence OTAN sur le territoire des nations-hôtes dont il est peu probable qu'elles souhaiteront revenir à la situation antérieure au déploiement de l'eFP. La discussion, qui a suivi la présentation, a été modérée par [Jean-Vincent Holeindre](#), directeur scientifique de l'IRSEM.

Amélie ZIMA
Postdoctorante

29-30 septembre : Journées d'étude « Démocraties et relations civilo-militaires : approches comparées et interdisciplinaires », Institut Louis Favoreu/IRSEM, avec le soutien de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), Université Aix-en-Provence.



Les 29 et 30 septembre se sont tenues des journées d'étude intitulées *Démocraties et relations civilo-militaires : approches comparées et interdisciplinaires* dans l'enceinte de l'Université d'Aix-Marseille. Organisées par l'Institut Louis Favoreu et l'IRSEM, ces journées avaient pour objectif de proposer un état des lieux de l'avancée de l'étude des relations civilo-militaires contemporaines. Réunissant des chercheurs de différents continents, ces journées ont permis de travailler et d'échanger par-delà les disciplines respectives des participants.

Le premier atelier, présidé par [Thibault Delamare](#), portait sur les relations civilo-militaires dans les différents régimes politiques. David Ellison a présenté l'histoire de la construction d'une « norme démocratique-libérale » au sein de l'OTAN dans les années 1990. [Sümbül Kaya](#) a ensuite exposé son travail sur les relations civilo-militaires en Turquie depuis le coup d'État de juillet 2016. Ensuite, Manon Laroche s'est attachée à montrer le rôle des relations entre civils et militaires dans le cadre de la fabrique de la politique étrangère égyptienne, en revenant notamment sur les différentes constitutions et leurs amendements depuis les printemps arabes de 2011. Enfin, Daira Arana Aguilar a évoqué, dans les cas du Mexique et du Honduras, la progressive *constabularisation* des forces armées et son impact sur le contrôle civil du pouvoir militaire.

La journée du 30 septembre a débuté par un atelier présidé par Philippe Vial et intitulé « Les relations civilo-militaires dans la redéfinition du continuum sécurité-défense ». Les différentes prises de parole ont eu pour objectif de caractériser l'évolution contemporaine du rôle des forces armées dans les démocraties. La présentation de Marek Madej traitait de la fragilité des normes et des bonnes pratiques dans les relations entre le civil et le militaire en Pologne, en insistant sur l'aspect législatif et sur le rôle joué par la

période communiste. Ensuite, Matteo Mazziotti Di Celso a analysé le brouillage de la frontière entre le civil et le militaire en Italie, provoquée par le déploiement de soldats italiens dans le cadre d'opérations de police (comme dans le cadre de l'opération *Strade Sicure*). Vasabijt Banerjee a ensuite présenté ses recherches sur la Garde nationale américaine, dont l'usage actuel renforce le pouvoir fédéral aux États-Unis. Grégory Daho a affirmé que les différentes présentations ont permis de montrer comment les relations civilo-militaires ont évolué dans les démocraties, changement caractérisé par une modification du rôle de l'armée et de sa perception par le monde civil.

[Jean-Vincent Holeindre](#) présidait ensuite un atelier consacré à l'arme nucléaire et à sa place centrale dans les relations entre le civil et le militaire. Yannick Pincé, adoptant un point de vue d'historien, a présenté son travail sur le cas français, en soulignant la nécessité de déconstruire l'idée qu'il existe un consensus au sein de la population sur l'acceptation de la bombe nucléaire au cours des années 1980. Polina Sinovets a ensuite présenté son travail sur le désarmement nucléaire de l'Ukraine au sortir de la guerre froide et des moments charnières qui ont façonné la doctrine militaire ukrainienne et le contrôle civil des forces armées du pays.

Enfin, dans un atelier dirigé par G. Daho, les différents intervenants ont dressé un tableau complet des spécificités des relations entre l'armée et l'industrie de défense. Par l'étude des cas français, croates et serbes, ainsi que polonais, les chercheurs ont produit une typologie de l'organisation des relations entre l'armée, le pouvoir civil et l'industrie de défense.

Ces journées d'étude se sont conclues sur la nécessité d'une approche comparée et interdisciplinaire. Walter Bruyère-Ostells a rappelé que, bien que dans une démocratie le politique soit soumis au militaire, le *topos* du renversement du pouvoir civil par les militaires est toujours présent dans les esprits. W. Bruyère-Ostells a ensuite brossé un tableau des apports des différentes disciplines à l'étude des relations civilo-militaires, en centrant son propos sur le rôle de la représentation des acteurs et de l'influence des perceptions individuelles. Selon lui, cette diversité des acteurs doit faire l'objet d'une plus grande attention, puisqu'elle génère des fractures dans les relations entre le civil et le militaire.

L'ensemble des réflexions au cours de ces journées d'étude ont souligné l'importance d'une approche pluridisciplinaire des relations civilo-militaires, et de la diversité des types de relations entre le civil et le militaire en fonction des pays considérés.

Alexandre PRUDHON
Assistant de recherche

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Intervention : « Russia's influence operations in Mali: Actors, practices, contents », conférence de l'EISS, Berlin, 1^{er} juillet 2022.
- Intervention : « Guerre d'influence en Ukraine », séminaire De FACTO, MediaLab/Sciences Po, 11 juillet 2022.
- Working Groupe Russie Afrique : avec Maxime Ricard, « Le futur de la coopération sécuritaire au Sahel », IRSEM, École militaire, 11-13 juillet 2022.
- Interview : avec Colin Gérard (Géode), « Quelle influence russe en France », *Diplomatie*, n° 116, juillet-août 2022.
- Intervention : podcast « Sources diplomatiques » du ministère des Affaires étrangères, « La riposte contre la désinformation », 12 août 2022.
- Publication : codirection avec K. Limonier, *Hérodote*, n° 186, « OSINT : Enquête et terrains numériques », septembre 2022.
- Article : avec K. Limonier, « De l'enquête au terrain numérique : les apports de l'OSINT à l'étude des phénomènes géopolitiques », *Hérodote*, n° 186, « OSINT : Enquête et terrains numériques », septembre 2022.
- Intervention : « What StratCom lessons have we drawn from our responses to Russia's aggression in Ukraine? », discussion du panel, université de Tokyo, 9 septembre 2022.
- Cité dans Bloomberg, « [Russia's Conspiracy-Theory Factory Is Swaying a Brand-New Audience](#) », 1^{er} septembre 2022.
- Intervention : documentaire [France vs. Russie : Guerre informationnelle au Sahel](#), Arte, 14 septembre 2022.
- Publication : avec Emmanuel Dreyfus, « [La Russie au Mali : une présence bicéphale](#) », Étude 97, IRSEM, 16 septembre 2022.
- Intervention : « [Entre information et influence : la guerre des récits](#) » (1/3), Série « Diplomatie : la fin d'une époque », *Culture monde*, France Culture, 27 septembre 2022.



Élie BARANETS

- Travaux dirigés : « L'équilibre des puissances au XXI^e siècle », École de guerre, 22 septembre 2022.



Camille BOUTRON

- Conférence inaugurale sur les défis posés par l'intégration d'une perspective de genre pour la justice restaurative, 2^e Congrès de justice transitionnelle organisée à Barranquilla (Colombie) par la Procuraduria General de la Nacion, 21-22 septembre 2022.



Camille BRUGIER

- Interview par Vincent Bresson, « Économie chinoise au ralenti : "En maintenant le zéro Covid, le pays se mettra dans une situation complexe" », JDD, 19 juillet 2022.

- Podcast : « Pourquoi la Chine fait-elle si peur », « Le Point J », RTS, 5 septembre 2022.

- Citée dans Sophie Cazaux, « Rencontres Xi-Poutine : des relations renforcées pour mieux s'opposer à l'Occident », BFM TV web, 15 septembre 2022.



Thomas CALVO

- Présentation de son programme de recherche, Séminaire de recherche, IRSEM, 12 juillet 2022.

- Organisation du séminaire « Conflits et économie de défense », IRSEM, 27 septembre 2022.



Paul CHARON

- Cité par Antoine Izambard, « 200 000 espions et agents à l'assaut du monde », *Challenges*, n° 747, 16 juin 2022.

- Cité par Hervé Chambonnière, « Ingérence chinoise en Bretagne : fantasme ou réalité ? », *Le Télégramme*, 3 juillet, 2022.

- Cité par Rémy Bourdillon, « L'étrange histoire des documentaires pro-Chine d'un cinéaste français primé dans de faux festivals », *Slate*, 17 août 2022.

- Mission au Japon : dans le cadre de la participation à un programme de recherche dirigé par l'université de Tokyo et le King's College sur le thème : « Strategic Ambiguity as Strategic Communication Praxis » ; 8 septembre : séminaire de travail sur le thème de l'ambiguïté dans les stratcoms ; 9 septembre : conférence publique à l'université de Tokyo sur le thème : « What stratcom lessons have we drawn from our responses to Russia's aggression on Ukraine? » ; intervention : « China's narratives on the war in Ukraine ».

- Séminaire d'échange sur le renseignement d'anticipation, CDPQ, Montréal, en ligne, 13 septembre 2022.

- Entretien avec un membre d'Hypermind dans le cadre d'une étude sur l'efficacité des marchés prédictifs, Paris, 19 septembre 2022.

- Participation à la Capstone Discussion 1, « History and the Future », Andrew W. Marshall Foundation, dans le cadre d'une étude sur le rôle de l'histoire dans les relations franco-chinoises, 20 septembre 2022.

- Séminaire avec une équipe de l'Office of Net Assessment (ONA), 22 septembre 2022.

- Membre du jury de la soutenance de mémoire d'un étudiant du Diplôme sur le renseignement et les menaces globales (DIREM) de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, École militaire, 26 septembre 2022.

- Publication : « De l'exploitation des "traces numériques" en contexte autoritaire : une évaluation de l'apport du renseignement de sources ouvertes aux études chinoises », *Hérodote*, n° 186, « OSINT : Enquête et terrains numériques », septembre 2022, p. 101-113.

- Publication : avec Clément Renault et Fabien Laurençon, « Renseigner autrement ? Trajectoires de l'OSINT dans les services de renseignement », *Hérodote*, n 186, « OSINT : Enquête et terrains numériques », septembre 2022, p. 19-31.

- Participation à la Capstone Discussion 2, « History and the Future », Andrew W. Marshall Foundation, dans le cadre d'une étude sur le rôle de l'histoire dans les relations franco-chinoises, 30 septembre 2022.

- Radio : « Chine : comment les données numériques renouvellent la recherche ? », entretien avec Julie Gacon, *Les Enjeux internationaux*, France culture, 30 septembre 2022.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Soutenance de thèse « Mobiliser au sein des Nations unies : le cas de l'interdiction des armes nucléaires », sous la direction de Jean-Vincent Holeindre, Paris-Panthéon-Assas, 1^{er} juillet 2022.

- Publication : « [The TPNW enters into force – A turning point for the campaign to ban nuclear weapons?](#) », Report 79, IRSEM, juillet 2002. [Traduction de l'étude 79 parue en mai 2021.]

- Article : « AUKUS, un nouveau défi pour le régime de non-prolifération », *Revue Défense nationale*, n° 852, été 2022, p. 61-65.

- Participation à « Un nouvel âge atomique ? », Dialogue stratégique franco-allemand sur les questions nucléaires organisé en ligne par l'Institut français, Bonn, 20 septembre 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Article : « [Joe Biden dans le Golfe ou le retour à la realpolitik](#) », *Orient XXI*, 12 juillet 2022.

- Article : « Arabie saoudite », *Moyen-Orient*, n° 55, « Bilan stratégique de l'année 2022 », juillet-septembre 2022.

- Article : « Désescalade et discussions régionales avec les monarchies du Golfe », *Diplomatie*, n° 69, « Où va l'Iran ? », août-septembre 2022.

- Article : « Geopolitical shift in the Gulf after the Abraham Accords », *Orient. International Geopolitics*, III, 63, juillet-septembre 2022, p. 24-30.

- Participation à l'Atelier 1 « Le Moyen-Orient entre incertitudes et recompositions géopolitiques », Les Géopolitiques de Nantes, 23-24 septembre 2022.

- Participation au sous-comité stratégique franco-saoudien du Premier dialogue stratégique, DGRIS, Minarm, 27 septembre 2022.



Thibault DELAMARE

- Article : « Secrétariat à la Défense. La nomination d'un militaire déstabilise-t-elle les relations civilo-militaires américaines ? », *Défense et Sécurité internationale*, n° 160, juillet-août 2022.

- Participation au panel « National Guard » organisé pendant le congrès annuel de l'American Political Science Association, Montréal, 16 septembre 2022.

- Organisation des journées d'études « Démocraties et relations civilo-militaires », faculté de droit d'Aix-en-Provence, 29-30 septembre 2022.



Adrien ESTÈVE

- Publication : *Guerre et écologie – L'environnement et le climat dans les politiques de défense (France et États-Unis)*, PUF, septembre 2022.

- Article : avec Florian Opillard et Angélique Palle, « [Les armées et le changement climatique au temps de la haute intensité](#) », *GREEN-Grand Continent*, n° 2, « Une écologie de guerre : un nouveau paradigme », dirigé par P. Charbonnier, septembre 2022.

- Article : « [La sécurité climatique dans la réflexion stratégique en France](#) », *Le Rubicon*, 27 septembre 2022.



Julia GRIGNON

- Animation d'une séance sur « Les défis posés par la lutte contre le terrorisme au droit international humanitaire » et d'une séance cas pratique sur « Crimes de guerre et terrorisme », dans le cadre d'un séminaire de renforcement des capacités des magistrats en matière de répression des crimes internationaux et transnationaux en Afrique, TMC Asser Institute et l'Antonio Cassese Initiative, 4 juillet 2022.

- Entretien : « [École, hôpitaux, magasins : dans une guerre, est-il interdit de bombarder des bâtiments civils ?](#) », propos recueillis par Alexis Feertchak, *Le Figaro*, 5 juillet 2022.

- Publication : « [The "General Close of Military Operations" as the Benchmark for the Declassification of Armed Conflicts and the End of the Applicability of International](#) »

[Humanitarian Law](#) », *Canadian Yearbook of International Law*, 21 juillet 2022, p. 1-24.

- Entretien : « [Un rapport de l'ONG Amnesty International décrié en Ukraine](#) », propos recueillis par Clara Marchaud, *Le Figaro*, 7 août 2022.

- Publication : « [Cause juste et respect du droit international humanitaire : à propos du "rapport" d'Amnesty International](#) », *Le Rubicon*, 15 août 2022.

- Entretien : « [Réseaux invisibles : en Ukraine, câbles et satellites alimentent la résistance](#) », propos recueillis par Florian Delafoi, *Le Temps*, 17 août 2022.

- Entretien : « [Des Canadiens disent avoir posé des mines antipersonnel en Ukraine](#) », propos recueillis par Tristan Peloquin, *La Presse*, 22 août 2022.

- Podcast : « [Guerre en Ukraine et Droit international](#) », Vingt minutes pour comprendre, #46, Ausha, 29 août 2022.

- Publication : « [The "General Close of Military Operations" and the End of Armed Conflicts](#) », Blog Articles of War, Lieber Institute, West Point, 21 septembre 2022.

- Panéliste sur « L'efficacité du droit international humanitaire au regard du conflit russo-ukrainien », à la conférence « La justice internationale et le conflit russo-ukrainien : quels enseignements ? », Institut d'études de géopolitique appliquée, 23 septembre 2022.



Pierre HAROCHE

- Publication : Collectif, [Le goût de l'Europe](#), textes choisis et présentés par Pierre Haroche, Mercure de France, coll. « Le Petit Mercure », septembre 2022.

- Article : « Un monde, deux théâtres : dilemmes et ricochets entre Europe

et Indopacifique », *Revue Défense nationale*, n° 852, « Aukus, un an après », été 2022, p. 19-24.

- Intervention sur le rôle croissant de la dimension européenne dans les études stratégiques, séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, Bazoches-sur-Guyonne, 9 septembre 2022.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Article : « Le rôle de l'armée en France », *Cahiers français*, « L'armée dans la société », n° 428, juillet 2022.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article : « [Guerre en Ukraine : "Être réaliste, c'est croire au rapport de force et à la dissuasion"](#) », *Le Monde*, 10 juillet 2022 ; traduit en anglais « [War in Ukraine : 'Those who persist in ignoring moral issues should not be called realists, but simply cynics'](#) », *Le Monde*, July 13, 2022.

- Chapitre : « Éthique et diplomatie des armes autonomes », in Louise Matz et Camille Trotoux (dir.), *Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial*, Paris, La Documentation française, 2022, p. 91-98.

- Introduction au colloque *The Future of Security Cooperation in the Sahel*, organisé par l'IRSEM, le George C. Marshall European Center for Security Studies et l'IHEDN, École militaire, 11-13 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au [Centre for Land Warfare Studies \(CLAWS\)](#), New Delhi, Inde, 22 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au [Manohar Parrikar Institute for Defence Studies and Analyses \(IDSA\)](#), New Delhi, Inde, 22 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au [Centre for South Asian Studies \(CSAS\)](#), Katmandou, Népal, 25 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* à la School of Conflict and Security Studies du [National Institute of Advanced Studies \(NIAS\)](#), Bangalore, Inde, 26 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au [Takshashila Institute](#), Chennai, Inde, 27 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au [Chennai Centre for China Studies](#), Chennai, Inde, 28 juillet 2022.

- Présentation et discussion du rapport *Chinese Influence Operations* au Canadian Network on Information and Security (CANIS), Université de Calgary, Canada, 23 août 2022.



Édouard JOLLY

- Membre de la délégation française à la CEP8 du TCA, CICG, Genève, Suisse, 22-26 août 2022.

- Article : « Le peuple en armes, catégories clausewitziennes d'une politique militaire révolutionnaire », *Stratégique*,

n° 128, septembre 2022, p. 27-45.

- Interviewé par Amaury Coutansais Pervinquière, « [Guerre en Ukraine : pourquoi la "course au Dniepr" est vitale pour l'armée ukrainienne](#) », *Le Figaro*, 4 septembre 2022.

- Interviewé par Hughes Maillot, « [En plein "brouillard de guerre", comment la contre-offensive ukrainienne se déploie vers Kherson](#) », *Le Figaro*, 5 septembre 2022.

- Invité de la matinale d'Aurélien Accart, « [Contre-offensive de l'armée ukrainienne](#) », France Info radio, 12 septembre 2022.

- Invité à l'émission *Le temps du débat* d'Emmanuel Laurentin, « [Guerre en Ukraine : que sait-on d'une offensive ?](#) », France Culture, 19 septembre 2022.

- Conférence : « Philosophie de la guerre et de la violence », École de guerre, Paris, 21 septembre 2022.

- Interviewé par Anne-Emmanuelle Isaac, « [Mobilisation et menace nucléaire : quelles conséquences ?](#) », *Le Figaro Live*, 21 septembre 2022.

- Travaux dirigés : « Clausewitz au XXI^e siècle », École de guerre, Paris, 23 septembre 2022.

- Interviewé par Luc Peillon, « [Guerre en Ukraine : y a-t-il eu 6 000 morts russes comme l'affirme Moscou, ou 55 000 comme le revendique Kyiv ?](#) », *Libération*, 23 septembre 2022.

- Conférence : « Qu'est-ce qu'une stratégie indirecte ? Une théorie de la stratégie avec et au-delà de Liddell Hart », CHEM, 27 septembre 2022.



Sümbül KAYA

- Communication à la table ronde n° 4 « Enquêter sur des sujets sensibles », Journée d'étude du Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO), « Être chercheur.e sur le Moyen-Orient : mission impossible ? », Collège de France, 15 septembre 2022.

- Coordinatrice du panel « AG5 – Institutions étatiques et transformation du régime politique en Turquie » et communication sur la transformation de la justice en Turquie dans le cadre du Congrès Insaniyyat des études sur le Moyen-Orient, l'Afrique et la Méditerranée, Campus universitaire de la Manouba, Tunis, Tunisie, 21 septembre 2022.

- Communication : « Les relations civiles et militaires en Turquie depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016 » dans le cadre de la journée d'étude sur le thème « Démocraties et relations civilo-militaires » avec le soutien de l'IRSEM, de l'AEGES, du programme Sorbonne War Studies et de l'Institut Louis Favoreu, faculté de droit, Université Aix-Marseille, 29-30 septembre 2022.

- Publication : « Turquie : Quelle place pour l'armée ? » *Ramses 2023*, Dunod, 2022, p. 276-279.



Céline MARANGÉ

- Présentation : « Defense Planning in the Wake of the Ukraine War: A French Perspective », avec Michael Kofman (CNA), Dialogue franco-américain de Rochambeau, Pell Center de l'université Salve Regina, Newport (Rhodes Island), États-Unis, 11-13 septembre 2022.

- Participation à la table ronde « L'Europe face au défi russe », avec Amélie Zima (IRSEM) et Samuel Faure (Sciences Po Saint-Germain-en-Laye), dans le cadre des Masterclass Global Actors for Peace sur le thème « Reassessing Europe's ambition », Institut Catholique de Lille, 22 septembre 2022.

- Participation à la table ronde « Après l'Ukraine », avec Alexandra Goujon (Université de Bourgogne) et le général Vincent Breton (CICDE), lors des Rencontres stratégiques de la Méditerranée, Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, Toulon, 27 septembre 2022.



Anne MUXEL

- Entretien : « Les jeunes et l'armée : un nouveau cadre d'engagement », *Cahiers français*, « L'armée dans la société », n° 428, juillet 2022.



Florian OPILLARD

- Article : avec Angélique Palle et Adrien Estève, « [Les armées et le changement climatique au temps de la haute intensité](#) », *GREEN-Grand Continent*, n° 2, « Une écologie de guerre : un nouveau paradigme », dirigé par P. Charbonnier, septembre 2022.

- Participation à l'Étude historique de terrain à Bouillon (Belgique) avec l'École de guerre – Terre, 12-16 septembre 2022.

- Participation à la soirée Les mardis du Grand Continent « Sommes-nous entrés dans la guerre verte ? », présentation de l'article paru dans la revue *GREEN* à l'ENS Ulm, avec Pierre Charbonnier, Jean Jouzel et Amy Dahan, 20 septembre 2022.

- Participation à un *workshop* en ligne du groupe de travail « Outbreaks » du Center for Human Rights and Humanitarian Studies de l'Université de Brown, Providence, 20 septembre 2022.



Angélique PALLE

- Radio : « [Énergie en Europe, repenser l'approvisionnement](#) », *Le temps du débat*, France Culture, 10 août 2022.

- Conférence : « Quel mix énergétique pour la transition : renouvelable, nucléaire, hydrogène ? Comment faire face aux enjeux énergétiques pour le XXI^e siècle », Entretiens enseignants-entreprises, Maison de l'École polytechnique, Paris, 26 août 2022.

- Article : avec Adrien Estève et Florian Opillard, « [Les armées et le changement climatique au temps de la haute intensité](#) », *GREEN-Grand Continent*, n° 2, « Une écologie de guerre : un nouveau paradigme », dirigé par P. Charbonnier, septembre 2022.

- Conférence : Présentation du numéro « [Écologie de guerre, un nouveau paradigme ?](#) », *Géopolitique, Environnement, Énergie, Réseaux, Nature (GREEN)*, Pierre Charbonnier, Amy Dahan, Adrien Estève, Jean Jouzel, Stéphanie Monjon, Florian Opillard, Angélique Palle, École normale supérieure, Paris, 20 septembre 2022.

- Audition : avec M. Reghezza-Zitt, « Les enjeux énergie et climat face au conflit russo-ukrainien », audition au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères), 20 septembre 2022.

- Projet de recherche : avec Louise Fitzgerald (Maynooth University, Irlande), « Do transitions change political governance in the energy sector? Comparative analysis of policymaking in France, Ireland and Germany », projet lauréat du programme CAMPUS France, financement ADEME, Ambassade de France et Ambassade d'Irlande ; début du programme en septembre 2022.

- Montage de réseau international : avec A. Estève et F. Opillard, lancement du réseau CASIN (Climate Security International Network), partenariat et financement du Watson Institute for International Affairs (Brown University).



Maud QUESSARD

- Article : « Connectivité et cyberdissuasion : les atouts de la nouvelle Grande Stratégie américaine en Indo-Pacifique ? », *Revue Défense nationale*, n° 852, juillet-août 2022, p. 72-77.

- Entretien avec Fabien Zamora sur le soutien de Washington à l'Ukraine, AFP, 8 septembre 2022.

- Citée dans « Guerre en Ukraine : quels sont les dangers pour l'Occident d'un enlisement du conflit ? », *Sud-Ouest*, 9 septembre 2022.

- Représentation de l'IRSEM pour l'officialisation de l'accord de partenariat avec le CISA de la National Defense University, Fort Lesley J. McNair, Washington DC, 21 septembre 2022.

- Intervention : séminaire fermé « US and European strategies and assessments in the Indo-Pacific region », American Enterprise Institute, Washington DC, 22 septembre 2022.



Benoît RADEMACHER

- Article : « Les industries françaises de défense », *Cahiers français*, « L'armée dans la société », n° 428, juillet 2022.



Maxime RICARD

- Publication : avec Bruno Charbonneau, « Les sens de la consolidation de la paix en Afrique », *Bulletin FrancoPaix*, 7:6, juin 2022, p. 3-4.

- Publication : avec Anne-Laure Mahé, « Dynamiques locales, stratégies globales : l'appui russe aux pouvoirs militaires maliens et soudanais », *Revue Défense nationale*, n° 852, été 2022, p. 131-137.

- Président du panel « Réinitialiser l'approche des pays du Nord au Sahel » et présentation des conclusions de la conférence « The future of security assistance in the Sahel », organisée par le George C. Marshall European Center for Security Studies, en partenariat avec l'IHEDN et l'IRSEM, École militaire, 12-13 juillet 2022.

- Présentation : « Policing and peacebuilding in Côte d'Ivoire », séminaire « Contesting governance », University of Utrecht, en ligne, 13 septembre 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Publication : co-direction avec Marianne Péron-Doise du numéro d'été de la *Revue Défense nationale*, « AUKUS, un an après », n° 852, juillet 2022.

- Article : « Viêt Nam – Chine : cybersécurité et contrôle social », *Revue Défense nationale*, « AUKUS, un an après », n° 852, juillet 2022.

- Articles : « Du côté vietnamien. Mobilisation de masse ! » et « Réforme agraire : obtenir le soutien des paysans », *L'Histoire*, n° 499, septembre 2022, p. 48-51.



Camille TROTTOUX

- Publication : codirection avec Louise Matz de l'ouvrage *Éthique de la puissance aérienne et de la maîtrise du domaine spatial*, La Documentation française, juin 2022.

- Article : « Qui sont les militaires ? », *Cahiers français*, « L'armée dans la société », n° 428, juillet-août 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Podcast : « [Japon, l'armée dans l'ombre](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 27 septembre 2022.



Amélie ZIMA

- Participation à la table ronde « L'Europe face au défi russe », [Masterclass 2022 Global Actors for Peace: Reassessing Europe's Ambitions](#), Université catholique de Lille, 22 septembre 2022.

- Médias : « [La dissolution de l'Otan avait-elle été promise aux dirigeants soviétiques après la chute du mur de Berlin ?](#) », *Libération*, *CheckNews*, 7 septembre 2022.



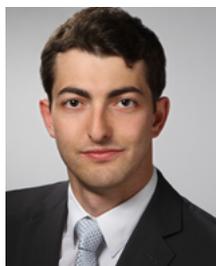
Océane ZUBELDIA

- Publication : « AUKUS et la technologie dronique en Indopacifique », *Revue Défense nationale*, n° 852, juillet 2022, p. 84-87.

- Publication : « Iran : éclairage sur la technologie dronique », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 69, août-septembre 2022, p. 85-86.

- Intervention : modérateur de la table ronde « Drones : mécanisation et déshumanisation des systèmes d'armes », Rencontres stratégiques de la Méditerranée, Toulon, 27-28 juillet 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Jérónimo BARBIN

« [Rupture stratégique : la "Zeitenwende" remise en question](#) », *Observatoire de l'Allemagne*, IRIS, septembre 2022.



Julien FRAGON

- Publication : « [Les parlementaires et la politique de défense : des médiateurs plus que des censeurs ?](#) », Note de recherche 130, IRSEM, 31 août 2022.



Chantal LAVALLÉE

- Intervention à titre d'experte pour commenter le rapport préliminaire du Dr Yannick Veilleux-Lepage et du Dr Emil Archambault sur l'utilisation des drones par les acteurs non étatiques violents au Moyen-Orient dans le cadre d'un atelier MINDS/ministère canadien de la Défense, 18 juillet 2022, en ligne.

- Intervention : « La relance de la défense européenne dans le contexte de la guerre en Ukraine et l'impact pour le Canada, entre défis et opportunités », dans le cadre du colloque annuel du Réseau d'analyse stratégique *Retrouver notre chemin : définir une stratégie internationale cohérente pour le Canada*, Ottawa, 22 septembre 2022.



COL Olivier PASSOT

- Publication : « [Comprendre le Moyen-Orient par la donnée – Technologies numériques et acquisition de la connaissance dans la région Afrique du Nord / Moyen-Orient](#) », Étude 98, IRSEM, 19 septembre 2022.



COL Michel PESQUEUR

- Présentation des invariants et des attributs de la puissance terrestre à la première table ronde du séminaire annuel de l'Observatoire de l'armée de terre consacré à la puissance terrestre au cœur des enjeux stratégiques de la France, Hôtel de l'industrie, Paris, 20 septembre 2022.



Malcolm PINEL

- Publication : avec Gwenvael Coulombel, Xavier Rival, « [Premiers enseignement sur l'utilisation de la puissance aérienne russe en Ukraine après un mois de conflit \(24 février – 24 mars 2022\)](#) », *Puissance aérienne et nouvelles technologies*, *Vortex*, n° 3, « Études sur la puissance aérienne et spatiale », juin 2022.



Joël ZAFFRAN

- Publication : « Le lien armée-nation : de l'idée républicaine aux nouvelles complexités », *Cahiers français*, n° 428, juillet 2022.

VEILLE SCIENTIFIQUE

MOYEN-ORIENT

Marc LYNCH, « [The New Old Middle Eastern Order](#) », *Foreign Affairs*, 26 juillet 2022.

Quels sont les résultats de la tournée entreprise par le président des États-Unis Joe Biden au Moyen-Orient à la mi-juillet ? Pour Marc Lynch, directeur de l'Institut d'études du Moyen-Orient à l'Université George Washington, professeur de science politique et de relations internationales dans cette même université, ce voyage montre pourquoi Washington se trompe encore sur la façon d'aborder la région.

Dans un article écrit pour le magazine *Foreign Affairs*, publié par le Council on Foreign Relations, think tank américain non partisan spécialisé dans les relations internationales, celui-ci se montre très critique et rappelle que l'Arabie saoudite ne s'est pas engagée à augmenter sa production de pétrole, qu'aucun dissident n'a été libéré, et que les droits de l'homme n'ont été évoqués que lorsque Mohammed bin Salman a rejeté les critiques concernant le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi. En outre, l'Arabie saoudite n'a pas annoncé de mesures majeures de normalisation avec Israël, et aucune nouvelle alliance de sécurité n'a vu le jour.

Pourtant, pour l'auteur, l'administration Biden avait des ambitions plus larges pour ce voyage, qui ne sont pas entièrement prises en compte dans le tableau des résultats à court terme. L'intention du voyage était de pousser la région vers un nouvel ordre régional fondé sur la coopération israélo-arabe contre l'Iran sous la direction des États-Unis. Le voyage a certes permis de faire quelques pas dans cette direction, mais non d'une manière susceptible d'accroître la stabilité régionale.

Selon Marc Lynch, les États-Unis parient sur la capacité des États arabes autocratiques à adopter un ordre régional incluant Israël sans se soucier de la manière dont ces politiques sont reçues par leurs opinions publiques. L'auteur dresse ainsi un constat pessimiste. Si Biden réussit à ses propres conditions en amenant Israël et les autocraties arabes à former une alliance régionale officielle contre l'Iran, celui-ci ne fera que répéter les erreurs du passé. Cela accélérerait, selon Lynch, le prochain effondrement de l'ordre régional, en encourageant la répression intérieure et en ouvrant la voie à la prochaine série de soulèvements populaires. Dans cet article, Marc Lynch va dans

le sens des recommandations faites par les conseillers démocrates d'un réengagement diplomatique des États-Unis et pas seulement militaire. La question en suspens est celle de savoir si un réengagement plus important s'annonce, ou non.

SOMMET DE L'OTAN

Sean MONAGHAN, Pierre MORCOS, Colin WALL, « [What Happened at NATO's Madrid Summit?](#) », *Center for Strategic and International Studies*, 1^{er} juillet 2022.

Qu'apporte le nouveau concept stratégique de l'OTAN adopté au sommet de Madrid par rapport au concept antérieur ? Sean Monaghan et Pierre Morcos, chercheurs invités dans le cadre du programme Europe, Russie et Eurasie du Center for Strategic and International Studies (CSIS), ainsi que Colin Wall, chercheur associé au sein du même programme, répondent à cette question dans le cadre d'un article publié pour le CSIS, think tank américain d'orientation centriste, spécialiste de politique étrangère.

Le sommet s'est concentré sur deux objectifs principaux : convenir de nouvelles mesures immédiates en réponse à la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine, et adopter un nouveau concept stratégique pour guider l'adaptation et la modernisation de l'alliance au cours de la prochaine décennie. Le nouveau concept stratégique de l'OTAN conserve les trois mêmes tâches essentielles que son prédécesseur de 2010 : dissuasion et défense, prévention et gestion des crises, et sécurité coopérative.

Cependant, le concept de Madrid offre un contraste frappant dans sa description de l'environnement stratégique. Le changement de rhétorique est le plus manifeste en ce qui concerne la Russie. Alors qu'en 2010, les alliés espéraient établir un « véritable partenariat stratégique entre l'OTAN et la Russie », le nouveau concept décrit la Russie comme « la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés ».

À l'heure où la menace russe est évidente pour les alliés de l'OTAN, la Chine est désormais qualifiée comme une menace au même titre que son homologue russe, indiquant que les « ambitions et les politiques coercitives de la Chine remettent en cause nos intérêts, notre sécurité et nos valeurs ». La menace que représente la Chine comprend « des opérations hybrides et cybernétiques malveillantes ainsi que sa rhétorique de confrontation et de désinformation », le contrôle de secteurs technologiques et industriels clés et un partenariat croissant avec la Russie. Si les alliés restent « ouverts à un engagement

constructif », ils sont également prêts à renforcer « la résilience et la préparation » pour faire face aux défis systémiques posés par Pékin.

Le concept souligne également l'importance de l'Indo-Pacifique pour l'OTAN, en notant que « les développements dans cette région peuvent avoir une incidence directe sur la sécurité euro-atlantique ». L'OTAN prévoit donc de renforcer sa coopération avec ses partenaires de la région indopacifique, à savoir l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud, dont les dirigeants ont participé au sommet pour la première fois. Il reste désormais à déterminer dans quelle mesure une alliance comme l'OTAN pourrait parvenir à contrer la menace chinoise en cas de crise majeure.

DÉCARBONISATION

William A. REINSCH, Elizabeth DUNCAN, « [Trade Tools for Climate: Transatlantic Carbon Border Adjustments](#) », Center for Strategic and International Studies, 20 juillet 2022.

En quoi l'enjeu de la décarbonisation constitue-t-il un enjeu stratégique pour les États-Unis ? C'est à cette question que répondent William Alan Reinsch, conseiller principal et titulaire de la chaire Scholl en commerce international du Center for Strategic and International Studies (CSIS), et Elizabeth Duncan, stagiaire de recherche à la chaire Scholl du CSIS, dans un article publié pour ce think tank américain spécialiste de la politique étrangère américaine.

Les auteurs détaillent ainsi le projet porté début juin par le sénateur démocrate américain Sheldon Whitehouse, qui a présenté le *Clean Competition Act* (CCA), alors que le mécanisme européen d'ajustement aux frontières pour le carbone (*Carbon Border Adjustment Mechanism*, CBAM) suit son cours dans le processus législatif de Bruxelles. Si l'imposition d'un prix sur le carbone est souvent considérée comme une étape fondamentale dans l'introduction d'une décarbonisation plus profonde, les États-Unis n'ont pas encore mis en œuvre un prix fédéral sur le carbone. La CCA, cependant, établirait un tel mécanisme, renforçant ainsi la conformité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cette législation cherche à construire un outil commercial fondé sur un ajustement aux frontières pour le carbone visant à encourager une décarbonisation plus poussée chez les producteurs étrangers, tout en protégeant les entreprises américaines.

L'objectif premier de la CCA est de pénaliser les producteurs dont les processus de production concentrent une forte intensité de carbone, donnant ainsi un avantage concurrentiel aux entreprises américaines dont les émissions intrinsèques sont comparativement moins importantes. La CCA propose un prix national sur l'intensité des émissions nationales ainsi qu'un mécanisme d'ajustement aux frontières pour les importateurs aux États-Unis. Le projet de loi énumère 25 secteurs différents, dont les principales industries productrices de carbone telles que le pétrole, le gaz naturel, les engrais, le papier, le ciment, le verre, le fer et l'acier. Les sénateurs américains tentent de faire avancer leur projet de loi, car le progrès rapide de l'équivalent européen CBAM pourrait confronter les fabricants américains à de nouveaux obstacles pour entrer sur le marché européen sans norme équivalente. Cependant, pour les auteurs, les chances que le projet de loi se matérialise sont minces, notamment en raison de la lutte actuelle au Congrès pour adopter une législation sur le changement climatique.

Ainsi, à l'heure où le changement climatique est devenu un enjeu de puissance pour les États-Unis, ceux-ci tentent progressivement de s'affirmer comme *leader* de la décarbonisation vis-à-vis de l'Union européenne.

Charlotte DESMASURES
Assistante de recherche

GAINS RELATIFS

Eddy YEUNG et Kai QUEK, « [Relative Gains in the Shadow of a Trade War](#) », *International Organization*, 76:3, 2022, p. 741-765.

L'article se penche sur une proposition devenue dominante dans la littérature scientifique récente autant que dans les discours publics : les gens seraient plus disposés à soutenir une politique commerciale qui bénéficie davantage à la nation à laquelle ils appartiennent qu'elle ne bénéficie aux autres. Pourtant, cette croyance populaire, aussi consensuelle qu'intuitive, peut être partiellement remise en cause par les conclusions d'autres travaux parus dans un large spectre de disciplines, lesquels prennent en considération les préférences sociales des agents. Pour en savoir plus, les auteurs ont mené une expérimentation et élaboré un scénario leur permettant de déterminer si, et comment, les gains relatifs (est-ce que je gagne plus ou moins que l'autre ?) influencent les préférences des participants au regard des politiques commerciales dans le contexte d'une guerre commerciale sino-américaine. Leur

première conclusion est que, dans le cadre d'un échange « gagnant-gagnant », les gains relatifs influencent en effet les options des participants. En d'autres termes, si les deux parties d'un accord sont gagnantes, les gens voudront que la partie à laquelle ils appartiennent soit davantage gagnante que l'autre. En revanche, ce biais est compensé si le scénario fait état d'un accord « gagnant-perdant », dans lequel l'autre partie est perdante. Cette nouvelle conclusion, fondée sur l'intégration des préférences sociales des agents, permet de mieux comprendre l'importance des gains relatifs en relations internationales. C'est la première fois qu'une enquête expérimentale permet de mesurer cet effet.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Mondes arabes, Revue de sciences sociales du politique des mondes arabes et musulmans, « Faire des sciences sociales du politique », n° 1, 2022, Paris, La Découverte (accessible sur <https://www.cairn.info/revue-mondes-arabes-2022-1.htm>).

Mondes arabes, dont le premier numéro intitulé « Faire des sciences sociales du politique » est paru le 20 mai 2022, s'inscrit dans le sillage de la revue française de référence des sciences sociales consacrée à cette aire géographique, *Maghreb*, créée en 1964 puis étendue au Machrek en 1973, sous le nom de *Maghreb-Machrek*.

Ce numéro 1 de la revue *Mondes arabes*, dont la rédactrice en chef est Manon-Nour Tannous (maîtresse de conférences à l'université de Reims Champagne-Ardenne et autrice de *Chirac, Assad et les autres*, PUF, 2017), propose une nouvelle formule éditoriale. Il comprend un comité de rédaction constitué d'une nouvelle génération de chercheurs affiliés à diverses disciplines des sciences sociales (anthropologie, géographie sociale, histoire contemporaine, science politique).

La ligne directrice de la revue est d'offrir un cadre mettant en valeur les attraits du terrain et du « particulier » sans éclipser le travail de théorisation, nécessaire à la compréhension des mécanismes étudiés, et d'interroger ce que les terrains possibles dans les mondes arabes disent méthodologiquement et théoriquement des façons d'enquêter en sciences sociales. Cette exigence méthodologique est particulièrement opportune au vu des aléas géopolitiques, des renforcements des autoritarismes qui s'accompagnent d'une réduction des espaces de liberté et de la digitalisation des systèmes de surveillance. L'élan constitué par la décennie des printemps arabes renouvelle ce projet théorique, faisant notamment la part belle à l'analyse des mouvements sociaux et des contestations qui ont vu le jour à partir des soulèvements populaires de 2011 et au-delà.

Dans les rubriques classiques « Varia » et « Dossier », la revue publie des articles originaux reposant sur des données empiriques recueillies par des chercheurs du Nord comme du Sud. Elle propose trois nouvelles rubriques : « Entretiens », « Ouvrages, sons & images » et « Terrains & archives ». Seules les deux premières figurent dans ce numéro. La dernière rubrique accueillera toute proposition issue de chercheurs quelle que soit leur méthode d'enquête.

Mondes arabes a pour objectif manifeste d'encourager la démarche comparatiste qui se traduit par la rédaction à quatre mains des cinq articles figurant dans la rubrique « Dossier », intitulé « Faire des sciences sociales du politique ».

Quatre articles du dossier posent des regards croisés sur des recherches menées dans deux pays arabes distincts afin d'appréhender une démarche comparative dynamique fondée sur des enquêtes de terrain et une grille de lecture théorique renouvelée, examinant les nouvelles réalités des mondes arabes à explorer depuis les soulèvements populaires de 2011.

Les phénomènes révolutionnaires y sont abordés selon une approche originale avec des angles et terrains diversifiés : les recompositions des rapports sociaux de classe en marge ou en lien avec le système partisan (Allal et El-Ghazli) ; les questions de genre ou de religion (Berriane et Kreil) ; les rapports gouvernants-gouvernés au travers de l'omniprésence de l'administration dans la vie quotidienne des citoyens (Boutaleb et Dufresne Aubertin) ; les mécanismes de « transition démocratique » revisités et remis en cause par la division intellectuelle opérée par la science politique entre les situations révolutionnaires et leurs dénouements (Hassabo et Hmed).

Le dossier se termine par un état de l'art des *Syrian Studies* entre 1980 et aujourd'hui (Rey et Tannous), identifié par quatre séquences temporelles importantes dans le cadre aréal des Mondes arabes comme dans les nouveaux objets d'études qui dépassent les frontières des *Syrian* et *Middle East Studies*.

Trois études comparées retiennent l'attention en raison de leur apport novateur dans l'étude des situations révolutionnaires et transitologiques.

Dans « Les constructions illégales de la révolution », Amin Allal et Youssef El-Ghazli, qui ont par ailleurs étudié les mobilisations collectives en Tunisie et en Égypte avant 2011, ont orienté leur recherche vers l'analyse des manifestations inédites appelant au renversement des régimes au début de l'année 2011 dans ces deux pays. Cependant, la piste explorée ici est d'identifier des pratiques qui se sont déployées au moment critique des mobilisations contestataires à Tunis et à Alexandrie sans que ces actions relèvent de la dynamique de la mobilisation révolutionnaire – c'est le cas du phénomène des constructions illégales qui ont explosé dans les quartiers populaires (Hamam Lif, la banlieue populaire du sud de Tunis et une cité industrielle satellite d'Alexandrie en Égypte).

« Bringing the administration back in, plaidoyer pour une analyse des administrations dans le monde arabe », d'Asia Boutaleb et Laurence Dufresne Aubertin, plaide pour un regain d'intérêt pour l'étude des administrations et des rencontres administratives en explorant deux types d'institutions, l'hôpital public au Maroc et les services municipaux en charge du logement social en Algérie. Les autrices mettent en évidence ces lieux envisagés comme espaces d'énonciation de la critique ordinaire et sites d'observation des rapports au politique et aux États. L'une des idées directrices de cet article est que les administrations sont des lieux privilégiés où se nouent les rapports avec le politique mais aussi des espaces où se formulent les opinions, jugements et pratiques révélatrices de ces rapports. Cette étude comparative permet de mieux saisir les configurations des rapports entre administrés et administrateurs et les attentes vis-à-vis de l'État.

Le troisième article, « Les dénouements des situations révolutionnaires, repenser ensemble les révolutions et les changements de régime à partir des cas de la Tunisie et de l'Égypte (2010-2014) », de Chayma Hassabo et Choukri Hmed, remet en cause la division opérée par la science politique entre les situations révolutionnaires et leurs dénouements sur la base d'enquêtes de terrains multiples situés en Égypte et en Tunisie, entre 2010 et 2014. La comparaison des deux cas montre que sur la période étudiée trois séquences scandent les trajectoires des deux pays. La mobilisation de masse suivie par la mise en avant de solutions institutionnelles (1) pour amorcer une sortie de crise qui conduit à un changement d'élites dirigeantes (2) et s'achève par la contestation de ces dernières (3). Ces trois séquences ont des issues divergentes d'un pays à l'autre. Un dialogue national se met en place en Tunisie à l'automne 2013, qui aboutit à l'adoption d'une nouvelle constitution le 26 janvier 2014, tandis qu'en Égypte, des manifestations massives contre les Frères musulmans et une intervention de l'armée en juillet 2013 délogent le président élu. Toutefois, le dénouement tunisien de 2014 n'était que provisoire puisqu'il a été depuis radicalement remis en question par le président Qais Saïd depuis le 25 juillet 2021.

Enfin, l'entretien avec Michel Camau qui revient sur sa trajectoire de vie, se mêlant naturellement à son parcours professionnel, est riche, émouvant et particulièrement opportun pour l'objectif que s'assigne la revue. En partant du concept de « syndrome autoritaire » développé par cette figure des études sur le Maghreb, l'entretien permet une analyse comparative de l'autoritarisme. Mettant l'accent sur des points de méthodologie, il se présente comme un passage de témoin à une nouvelle génération

de chercheurs travaillant sur les mondes arabes selon une approche comparatiste.

Pour conclure avec la rubrique « Recensions », l'analyse critique menée avec talent par Claire Beaugrand, qui compare deux études parues en 2020 : l'ouvrage collectif, *Beyond Exception. New interpretations of the Arabian Peninsula* (Kanna, le Renard et Vora) et le dixième numéro du très sérieux *Journal of Arabian Studies – JAS* (Onley et Nonneman), dresse un bilan exigeant sur le champ plus récent des études aréales sur le Golfe et la péninsule Arabique.

La parution du premier numéro de *Mondes arabes* vient relever le défi, devenu urgent, de combler un vide dans le champ académique français. Reste à savoir si la discipline de l'économie politique, parent pauvre des sciences sociales en France, s'affirmera dans le cadre de cette revue aux côtés des autres disciplines.

Fatiha DAZI-HÉNI
Chercheuse Golfe – Moyen-Orient



Samy COHEN, *Le goût de l'entretien. 40 ans d'enquête au sommet de l'État*, Le bord de l'eau, 2022, 192 p.

Riche d'une expérience de 40 ans, constituée d'une très grande variété de situations (plus de 1 000 entretiens), Samy Cohen nous livre ici, à la première personne, un manifeste en faveur de l'oralité comme moyen de connaissance. L'ouvrage n'est pas un manuel mais une réflexion sur l'entretien approfondi de recherche. Si le lecteur cherche une taxonomie des bonnes pratiques, il peut se rendre directement au quatrième et dernier chapitre qui compile de nombreux conseils, des plus classiques (trouver « la bonne question » à la fois précise, neutre et qui fait sens ; définition de l'objet de recherche ; lectures préliminaires ; consulter les bottins et autres annuaires ; acculturation professionnelle ; etc.) aux plus étonnants (« gérer son entretien comme si le temps était illimité » ; poser des questions en étant sur le départ pour commencer « le deuxième entretien » ; « revenir à la charge, oser transgresser les interdits » lorsqu'on aborde des sujets dits sensibles).

Initiation à la méthode d'entretien, l'ouvrage est davantage le partage de « souvenirs » et d'une « confession » d'un enquêteur passionné d'enquête. À partir de l'étude *in vivo* de l'élaboration de la politique étrangère en France puis en Israël, avec deux catégories d'acteurs (politico-diplomatique et militaire), Cohen nous fait part de ses succès

mais surtout de ses déboires qui ont largement contribué à son apprentissage (refus d'entretiens, les erreurs répétées, se voir imposer des conseillers, etc.). Il nous livre également des affaires inédites comme celle relative à une « ingérence diplomatique » à propos d'une publication soutenue par le ministère des Affaires étrangères. Celle-ci, *a priori* peu flatteuse pour le ministre, ne satisfaisait pas les conseillers de ce dernier. Samy Cohen confesse ici « le pire moment de [s]a carrière » qui lui a presque donné « le dégoût de l'entretien ». Avec cet ouvrage, il nous incite à la transparence dans notre propre analyse. Lui sait, par exemple, devoir lutter contre sa méfiance instinctive.

Tout au long des 169 pages de son récit, l'auteur aborde de nombreuses problématiques comme la complexité de la vérification et de l'interprétation des données, le tri entre l'important et l'accessoire, le jugement de la qualité d'une enquête par ses résultats, ou encore le « refus du fétichisme de la citation » – l'administration de la preuve ne pouvant surgir que du raisonnement et de la confrontation des données. Il nous livre également la *persona* de l'enquêteur : personnage transparent, il est un *go-between* entre l'enquêté et le sujet, il doit faire preuve de patience, de ténacité, d'habileté, de pugnacité et d'empathie sans jamais dévoiler ses sentiments (au pire de l'insatisfaction), tout en laissant place à l'intuition et en faisant preuve d'adaptation. L'enquêteur doit établir un climat de confiance tout en sachant user de stratagèmes comme la dissimulation (légitime et temporaire) ou prêcher le faux pour connaître le vrai. Au sujet des relations enquêteur-enquêté, si Samy Cohen ne nie pas les rapports de domination qui peuvent exister entre eux (au détriment du premier), celle-ci est, selon lui, loin d'être insurmontable, au contraire il faut avoir le goût de « se mesurer à plus puissant que soi ». Il défend également l'idée qu'une socialisation de l'enquêteur à son terrain représente plutôt un handicap à l'objectivité du chercheur.

À partir de son expérience personnelle, Samy Cohen nous incite à l'optimisme. Surtout, il nous rappelle qu'une bonne enquête est conditionnée par le « goût de l'entretien » de l'enquêteur même si c'est un « exercice éprouvant », « un art du funambule ».

Camille TROTOUX
Chercheuse Sociologie militaire

À VENIR

4 octobre : Rentrée académique et conférence inaugurale de Samy Cohen, « [Le goût de l'entretien : 40 ans d'enquête au sommet de l'État](#) », IRSEM/ SciencesPo CERI, École militaire, 11h-12h30. [Inscription obligatoire.](#)



Le goût de l'entretien : 40 ans d'enquête au sommet de l'État est le témoignage d'un politologue-enquêteur étranger à la culture française, un Israélien, venu étudier en France avec un bac agricole en poche, dépourvu des codes d'accès aux élites dirigeantes françaises, mais passionné par le système politique de la V^e République. Il a enquêté pendant près de 40 ans dans les hautes sphères de la diplomatie et la défense en France, interrogeant deux présidents de la République, plusieurs Premiers ministres, des ministres des Affaires étrangères et de la Défense, des conseillers de l'Élysée, des hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, des généraux. Il a également enquêté en Israël auprès de militaires, d'anciens responsables du Mossad et de leaders d'ONG.

Il décrit par le menu comment il a décroché ses entretiens, sans rien dissimuler des obstacles auxquels il a été confronté, des ingérences politiques qu'il a subies. Il partage ses « secrets de fabrication », les mille manières de contourner ces difficultés face à des acteurs résolus à en dire le moins possible. À condition de respecter certaines règles, il est possible de s'« imposer aux imposants ». C'est l'un des rares livres de chercheur à livrer une expérience vécue au jour le jour auprès de ces milieux « difficiles ». Il dévoile au passage des informations inédites sur les coulisses de la diplomatie et de la défense en France et en Israël. Il peut se lire tout à la fois comme une initiation à la méthode de l'entretien auprès des élites dirigeantes et comme un ouvrage permettant d'accéder aux mécanismes de la décision.

Samy Cohen est directeur de recherche émérite à Sciences Po (CERI). Il est spécialiste de politique étrangère et de défense et expert reconnu dans la conduite des entretiens avec des hauts responsables de la diplomatie et la défense, sujet qu'il a enseigné à Sciences Po pendant de nombreuses années.

13 octobre : Conférence « [China's foreign interference activities in the South Pacific](#) », organised by IRSEM and the Foundation for Strategic Research (FRS), 17h30-19h, École militaire, amphithéâtre Des Vallières. [Registration.](#)



Pr. Anne-Marie Brady will present a paper discussed by Dr. Antoine Bondaz, Research fellow, The Foundation for Strategic Research (FRS).

The event will not be broadcasted and will be entirely in English.

17 octobre : Conférence « [OSINT et terrains numériques](#) », organisée par l'IRSEM et Hérodote, École militaire, Amphithéâtre Lacoste, 16h-18h.



L'IRSEM et le centre GEODE vous convient au séminaire de lancement du dernier numéro de la revue *Hérodote*,

consacré à l'OSINT et aux enquêtes numériques. L'événement rassemblera la plupart des contributeurs du numéro (chercheurs, journalistes, praticiens) et sera suivi d'un cocktail.

Depuis une dizaine d'années, les enquêtes fondées sur l'exploitation de sources ouvertes et de traces numériques se développent au point de devenir déterminantes dans la documentation des conflits contemporains, au premier rang desquels figure la guerre en Ukraine. Généralement désignées sous le sigle Osint (*open source intelligence*), ces pratiques d'investigation sont rendues possibles par l'omniprésence de capteurs qui numérisent une part grandissante des activités humaines et en produisent des traces. Si ces sources sont largement exploitées par des services de renseignement, des journalistes ou des activistes, les réflexions menées pour les intégrer à la « boîte à outils » du chercheur travaillant sur les phénomènes géopolitiques sont encore embryonnaires, et méritent d'être enrichies.

Dans ce numéro, plusieurs articles reviennent sur les enjeux épistémologiques que pose l'enquête numérique et d'autres proposent l'amorce d'un canevas méthodologique. Il en résulte la possibilité d'un terrain « augmenté » par le numérique, dont le recours se révèle particulièrement fécond dans les contextes de terrains difficiles ou inaccessibles.

20 octobre : Table ronde « [Quels outils pour penser le risque de guerre dans le détroit de Taïwan ?](#) », organisée par l'IRSEM, l'INALCO et l'IFRAE, INALCO, Maison de la recherche, Auditorium Dumézil, 14h30-17h. [Inscription obligatoire.](#)



Dans le cadre de leur série « La Chine et la guerre : concepts et pratiques », l'IRSEM et l'INALCO organisent une table ronde autour des outils et méthodes pour penser le risque

de guerre dans le détroit de Taïwan. Cette rencontre doit permettre d'établir un dialogue entre les disciplines ainsi qu'entre recherche et pratique pour interroger ce risque. Les nouvelles configurations de conflictualité sous le seuil nécessitent de faire autrement, ce qui implique en premier lieu de réfléchir autrement. Cette table ronde se propose donc d'initier la réflexion en réunissant des experts issus de divers milieux et d'aborder des approches théoriques et outils concrets aussi divers que la géopolitique, la philosophie, l'histoire, la fiction, l'analyse des représentations, les théorisations de la guerre hybride, l'OSINT, la pratique diplomatique, l'anticipation...

Intervenants : Antoine Bondaz, chargé de recherche, directeur des FRS-KF Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie et Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie, FRS ; [Paul Charon](#), directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides », IRSEM ; Sébastien Colin, maître de conférences en géographie, IFRAE, INALCO ; Chloé Froissart, professeur en science politique et en sociologie politique, IFRAE, INALCO ; Romain Graziani, professeur en études chinoises, IAO, ENS de Lyon ; [Édouard Jolly](#), chercheur en théorie des conflits armés et philosophie de la guerre, IRSEM.

10 novembre : Journée d'étude sur les sports de la défense, École militaire.

Le 10 novembre prochain aura lieu à l'École militaire une journée d'étude sur les sports de la défense. Organisée par le domaine « Défense et société » dans le cadre de son nouveau programme de recherche sur les liens entre sport et armées, cette journée fera dialoguer chercheurs et praticiens sur les enjeux de la pratique sportive dans le monde militaire ainsi que sur la façon dont le MINARM contribue au développement du sport en France.